

Introduction.
**De l'utilité et de l'inconvénient des interprétations
des événements révolutionnaires de 1848.**
Quelques considérations à contre-temps¹

Edward Castleton
Maison des Sciences de l'Homme et de l'Environnement,
Université de Franche-Comté.
Besançon, France.

Comment donner un sens national et international à 1848 aujourd'hui ?

Les discussions successives sur la Révolution de 1848 en France, universitaires ou non, ont été et restent encore très largement prisonnières de leur temps. Récemment, en donnant quelques conférences sur les événements de 1848 à des auditoriums non-académiques en Franche-Comté en 2018, 170 ans après cette année fatale, j'ai été confronté à plusieurs reprises à des commentaires spontanés et à des questions tournant autour des mêmes questions de représentation politique. On peut les résumer plus ou moins comme suit : les problèmes auxquels la France est confrontée aujourd'hui sont identiques à ceux qui se sont posés lorsqu'elle a expérimenté pour la première fois le suffrage universel masculin après la déclaration de la Deuxième République, les élites élues se soucient peu des personnes qui les élisent, qu'elles soient des « *outsiders* » autoritaires démagogiques, des membres d'une classe politique quasi-professionnelle d'« *insiders* », ou des « technocrates » dont les actions politiques sembleraient uniquement, à l'heure actuelle, viser à tout prix social la réduction du budget de l'État.

Dans une ère de résurgence du « populisme » *anti-establishment*, alimenté par l'insatisfaction généralisée à l'égard du processus politique démocratique, de tels sentiments de déception sont peut-être assez naturels. Malgré le fait que le droit de vote soit totalement libre dans la plupart des pays, contrairement à la France de 1848 où seuls les hommes pouvaient participer au processus politique, nous vivons

1 Notre titre un peu prétentieux et alambiqué fait sciemment écho au célèbre essai de Nietzsche, « De l'utilité et de l'inconvénient des études historiques pour la vie », publié dans ses *Considérations inactuelles*, bien que nos conclusions ne soient pas forcément très nietzschéennes, loin de là. A signaler aussi que les arguments de l'auteur présentés ici sont très personnels et n'engagent que lui, donc ni l'ensemble de la rédaction, ni les contributeurs à ce numéro. Le texte est une traduction approximative d'un article déjà publié en anglais, « Untimely Meditations on the Revolution of 1848 in France », dans *Opera historica*, 2, 19, 2018, pp. 244-269.

Après une tentative un peu décevante de traduction en français par un logiciel, ce texte a été rendu lisible grâce aux efforts de Chantal Gaillard.

à une époque où le simple fait de pouvoir voter ne semble pas être une panacée suffisante pour atténuer des inégalités sociales de plus en plus polarisées. Ainsi, en France actuellement, il semble y avoir une opinion générale selon laquelle le public se serait fait rouler dans la farine pendant trop longtemps par sa classe politique. Ce sentiment courant est sans doute exacerbé par le fait que les citoyens français ont élu à la présidence un technocrate, lui-même aussi un « *insider* » consommé, habitué du monde de la finance et du pouvoir étatique, un candidat qui s'est présenté d'abord, au premier tour, comme un « *outsider* » jamais élu auparavant à un poste politique et prétendant représenter un changement par rapport à l'administration précédente (dont il fut un membre clé), puis, au deuxième tour, comme la seule force éclairée capable de battre les formes les plus extrêmes et régressives du conservatisme politique. Étudié dans le contexte des nombreuses manifestations sociales importantes qui caractérise le mandat actuel du Président Macron, le récit des événements de 1848 en France peut facilement être décrit dans un arc narratif familier allant de l'espoir en la démocratie à la déception rampante et au dédain pour ses prétendues vertus. Comme l'a fait remarquer Georges Navet lors du colloque annuel de notre modeste société savante à l'occasion du 170^e anniversaire des Révolutions de 1848 et dont ce numéro est le produit : l'histoire française semble s'arrêter à un moment donné en 1848². Ce fut une observation faite le 16 novembre 2018, la veille du début des blocages des ronds-points et des autoroutes par le mouvement des gilets jaunes.

Une autre anecdote personnelle semble pertinente. Ayant participé récemment à un livre collectif d'essais académiques sur 1848 et la pensée politique européenne, je me souviens comment, lorsque le premier atelier du projet a été organisé à l'Université de Cambridge les 11-12 avril 2012, le projet a été présenté aux participants, et à son éventuel éditeur, en référence au « printemps arabe » de 2010-2011. Lorsque le lancement du livre a finalement eu lieu à Cambridge le 14 mars 2018, l'un des éditeurs, Gareth Stedman Jones, a parlé de la pertinence de l'ouvrage à l'époque de Donald J. Trump et du Brexit³. En l'espace de quelques années seulement, les révolutions européennes de 1848 ont pu être décrites successivement comme l'histoire de la contagion possible d'un désir de démocratiser la vie politique, puis comme l'histoire de l'émergence de politiques autoritaires et de décisions électorales en contradiction avec l'opinion éclairée, mais provoquées par la pratique de la dé-

2 Voir la contribution de Georges Navet dans ce numéro. Notre modeste colloque annuel a eu lieu au très généreux CEDIAS-Musée Social à Paris.

3 Douglas Moggach et Gareth Stedman Jones (dir.), *The 1848 Revolutions and European Political Thought*, (Cambridge : Cambridge University Press, 2018). Dans leur introduction, Moggach et Stedman Jones mentionnent à la fois comment Napoléon III semble anticiper Donald Trump (ou du moins, comment le dernier ressemble au premier) et comment la contagion révolutionnaire de 1848 semble trouver des échos dans le « printemps arabe » et dans les nombreuses manifestations qui ont eu lieu à Hong Kong depuis 2014, pour conclure : « L'étude renouvelée des révolutions de 1848 dans la conjoncture mondiale actuelle est donc suggestive et fructueuse pour notre époque. Si un ton plus optimiste a prévalu en 2011 lorsque ce projet a été initié, il semblerait que le cours de l'histoire contemporaine reflète celui des révolutions de 1848 elles-mêmes. » Moggach et Stedman Jones, « Introduction », dans *The 1848 Revolutions and European Political Thought*, op. cit. p. 3.

mocratie. Ce n'est qu'une question de temps, mais la même analogie s'imposera, quoique sous une forme plus dilatée, pour décrire le cours des événements politiques en Europe centrale et de l'Est de 1989 à nos jours⁴.

Ce genre de fluctuations interprétatives et de commentaires spontanés sur 1848, tant en France qu'en Grande-Bretagne, ont évidemment beaucoup à voir avec les changements dans les différents paysages politiques nationaux des deux pays. À cet égard, les interprétations historiques peuvent beaucoup ressembler aux résultats des votes eux-mêmes : elles tendent à être des jugements, aussi appropriés, justes, erronés ou arbitraires soient-ils, sur notre temps autant que sur le passé. Compte tenu des diverses confusions et incertitudes constitutionnelles créées par les résultats du référendum sur le Brexit, l'adjectif néologistique « *plébiscidaire* » pourrait, selon le niveau d'inquiétude de chacun quant à l'avenir national, rimer en Grande-Bretagne avec « *suicidaire* » beaucoup plus qu'ailleurs, alors qu'il ne le faisait pas forcément lorsque la Grande-Bretagne a voté par référendum pour rejoindre la Communauté européenne en 1975. En France, par contre, étant donné le mépris de l'élite pour le résultat du référendum national de 2005 rejetant la Constitution européenne, le même adjectif pourrait être considéré comme synonyme de l'état actuel d'aliénation et de frustration politique auquel j'ai déjà fait allusion. Puis comparez cette frustration à un moment bien antérieur, lorsque les citoyens français sont venus en masse voter aux référendums de Louis-Napoléon Bonaparte en 1851 et en 1852, validant le coup d'État, la fin de la République et la transformation de celle-ci en Second Empire bonapartiste⁵...

Mis à part ces fluctuations d'interprétation, il semble y avoir quelque chose de pertinent et de paradigmatique dans les événements de 1848 auquel les commentateurs sont presque invariablement tentés de faire allusion, à peu près de la même

4 L'analogie entre les événements de 1848 et 1989 a déjà été faite, avec une fréquence accrue dans la décennie qui a suivi les événements de 1989-1990, notamment autour du 150^e anniversaire de 1848. Voir, par exemple, le préface de Jonathan Sperber à l'édition anglaise du livre collectif assez exhaustif de Dieter Dowe et al. (dir.), *Europe in 1848 : Revolution and Reform*, (New York, Berghahn Books, 2000 [édition allemande, 1998]), p. xi. Je laisse à quelqu'un d'autre que moi le soin de prolonger l'analogie sur la longue durée évoquée ci-dessus et de relier la fin des événements révolutionnaires de 1848-49 à ceux de la conjoncture politique actuelle en Europe de l'Est.

5 Malgré le révisionnisme républicain qui les a suivis, il convient de rappeler que les électeurs français de sexe masculin ont voté librement et massivement en faveur des ambitions impériales du président Louis-Napoléon Bonaparte, lui donnant des majorités écrasantes de 92,03% et 96,86% lors des plébiscites des 20-21 décembre 1851 et 21-22 novembre 1852 (avec des voix représentant lors de chaque vote environ 75% des électeurs inscrits). Il est intéressant de noter que l'insatisfaction à l'égard du système politique français actuel se traduit souvent par la demande d'un plus grand nombre de référendums, malgré l'absence de résultat du vote de 2005 (ou des antécédents plus importants de 1851 ou 1852). Christopher Guyver emploie l'expression « *tendances plébiscidaires* » pour décrire les idées répressives du maréchal Thomas-Robert Bugeaud dans son étude, *The Second French Republic, 1848-1852. A Political Reinterpretation*, (Londres, Palgrave Macmillan, 2016), p. 186. Je dois mon utilisation de l'adjectif « *plébiscidaire* » pour caractériser l'esprit de l'époque contemporaine en Grande-Bretagne à ma découverte de l'usage que Guyver a fait de ce néologisme.

façon qu'il y a déjà eu pendant de nombreuses années, de la guerre froide jusqu'à récemment, la tentation de décrire la façon dont les révolutions modernes depuis 1789 semblent inéluctablement faire naître des purges anthropophages internes et des violences civiles, la Révolution française anticipant dans des récits figuratifs la Révolution russe, et la Terreur de la fin du 18^e siècle le NKVD du début du 20^e siècle, les procès de Moscou, et les goulags. En effet, lorsque les auteurs du volume de Cambridge ont choisi de se concentrer sur la diversité de la pensée politique qui s'est exprimée pendant les révolutions européennes de 1848, ils avaient ciblé juste, car non seulement ces événements révolutionnaires semblent marquants en tant que moments majeurs de l'histoire européenne moderne, mais ils semblent aussi annoncer les façons dont nous continuons à discuter sur la politique et la société aujourd'hui.

Dans la mesure où notre façon de voir les choses influence notre action, l'approche sous-jacente du projet de Cambridge (reliant l'histoire des idées politiques et des intellectuels à l'histoire politique et sociale) m'a paru, en tant que l'un de ses participants, pertinent. En ce qui concerne les questions du gouvernement représentatif, de la représentation ethnique, de la souveraineté populaire ou de la compétence de l'État pour intervenir dans les questions économiques, les débats révolutionnaires de l'Europe du milieu du 19^e siècle ont incontestablement mis au premier plan une pléthore de croyances et d'arguments concurrents, qui continuent tous à être assez familiers et modernes, qu'ils soient décrits ou non en termes idéologiques avec des mots se terminant avec « isme » (libéralisme, républicanisme, nationalisme, socialisme, anarchisme, conservatisme, etc.). Les éditeurs du volume de Cambridge ont choisi de décrire les diverses luttes pour façonner l'opinion publique dans la bataille des idées de 1848 en termes explicitement hégéliens : « comme la taupe dans l'analogie de Hegel, ils rongent leur chemin vers la surface après avoir été temporairement submergés »⁶. Selon eux, ces luttes ont mis au premier plan pour toujours la « question fondamentale de 1848 », « la nature, les formes et les limites de l'État démocratique, l'émergence de la modernité démocratique », et ont ainsi « occupé une série de positions importantes dans la pensée politique, et lancé des débats qui continuent à résonner dans notre monde contemporain »⁷. Évidemment, comme pour tout examen des événements du passé, l'appréciation de cette affirmation dépend de qui fait cette interprétation, dans quel but et à quelles fins, sans parler de ce que l'on pense de la « modernité démocratique » et de l'idée hégélienne des « négations déterminées ». Indépendamment de la façon dont on répond à ces questions, en tentant de réexaminer les événements de 1848 comme un « tournant » dans la pensée politique européenne, les rédacteurs de l'ouvrage tentaient à juste titre de combler un vide dans l'histoire intellectuelle et plus généralement dans l'histoire de la pensée politique.

6 Moggach et Stedman Jones, « Introduction », *The 1848 Revolutions*, p. 13.

7 *Ibid.*, p. 2 et p. 13.

Que faut-il penser de l'évolution des idées politiques et sociales à partir du 19^e siècle ? Ces dernières années, toute une série d'études anglophones intéressantes sur l'histoire intellectuelle du 18^e siècle est apparue, remettant en question de nombreuses idées reçues sur les récits traditionnels de l'histoire de la pensée politique et économique, mais la majorité de ces études révisionnistes s'arrête chronologiquement dans leurs réévaluations pointillistes avec l'ère napoléonienne et ses conséquences immédiates, plus ou moins au moment exact où les idées politiques, sociales et économiques semblent prendre des formes plus familières pour nous⁸. Pourtant, c'est l'histoire de ce qui semble plus immédiatement familière qui mérite peut-être le plus d'être examinée, d'autant plus que ce qui est réel n'est pas toujours rationnel et vice versa. Compte tenu de l'éternel retour de l'« actualité » de 1848 à laquelle j'ai déjà fait allusion (et pourquoi ne pas évoquer aussi à cet égard les mouvements de protestations violentes que l'on voit actuellement dans des pays aussi différents et éloignés géographiquement que le Chili ou la Bolivie en Amérique latine, le Liban ou l'Irak au Proche-Orient, ou l'Inde en Asie du Sud ou Hong Kong en Extrême Orient ?), il semble bien que, contrairement à ce que certains prétendent, l'ère des révolutions commencée en 1789 ne se soit pas terminée en 1989⁹.

Tous les historiens contemporains ne s'intéressent cependant pas autant au contenu des idées concurrentes en circulation en 1848 qu'à leur circulation elle-même. Il existe actuellement une tendance modérée parmi les chercheurs à inscrire les événements de 1848 dans une « histoire mondiale » de contagion « transnationale », qui a son propre pedigree respectable dans les milieux universitaires. On pourrait affirmer que les événements susmentionnés du « printemps arabe » ont sans doute joué un rôle à cet égard, de même que le désir accru au 21^e siècle d'habiller les événements apparemment lointains de l'histoire européenne dans une langue moins paroissiale et plus capable d'atteindre un public plus large et plus hétérogène. Il en

8 Pour quelques exemples récents, associés d'une manière ou une autre avec des chercheurs issus de l'Université de Cambridge, voir Richard Bourke, *Empire and Revolution: The Political Life of Edmund Burke*, (Princeton, NJ, Princeton University Press, 2017) ; Istvan Hont, *Jealousy of Trade: International Competition and the Nation-State in Historical Perspective* (Cambridge, Mass., Belknap Press, 2005) ; Istvan Hont, *Politics in Commercial Society*, (Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2015) ; Béla Kapossy et al. (dir.), *Commerce and Peace in the Eighteenth Century*, (Cambridge, Cambridge University Press, 2017) ; Béla Kapossy et al. (dir.), *Markets, Morals, Politics: Jealousy of Trade and the History of Political Thought*, (Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2018) ; Iain McDaniel, *Adam Ferguson in the Scottish Enlightenment: The Roman Past and Europe's Future*, (Harvard, Mass., Harvard University Press, 2013) ; Isaac Nakhimovsky, *The Closed Commercial State: Perpetual Peace and Commercial Society from Rousseau to Fichte*, (Princeton, NJ, Princeton University Press, 2011) ; Michael Sonenscher, *Before the Deluge: Public Debt, Inequality, and the Intellectual Origins of the French Revolution*, (Princeton, NJ, Princeton University Press, 2007) ; Michael Sonenscher, *Sans-Culottes: An Eighteenth-Century Emblem in the French Revolution*, (Princeton, NJ, Princeton University Press, 2008) ; Richard Whatmore, *Republicanism and the French Revolution: An Intellectual History of Jean-Baptiste Say's Political Economy*, (Oxford, Oxford University Press, 2000) ; ou Richard Whatmore, *Against War and Empire: Geneva, Britain and France in the Eighteenth Century*, New Haven, Conn., Yale University Press, 2012).

9 Pour un exemple anglophone récent d'une affirmation de la fin de l'époque révolutionnaire, voir l'entretien de Bernard Abrams avec le célèbre théoricien politique britannique, John Dunn, « Modern Revolutions and Beyond », *Contention*, 5, 2, Hiver 2017, 114-131.

va de même de la tendance générale des études universitaires depuis la fin des années 1990 à bâtir des histoires « transnationales » ou « globales ». C'est ce qui s'est manifesté pleinement et consciemment lors d'une récente conférence universitaire organisée par la vénérable Société d'histoire de la Révolution de 1848 et des Révolutions du XIXe siècle, tenue à Paris du 12 au 14 décembre 2018 pour commémorer le 170e anniversaire. Un grand nombre de papiers ont été présentés sur l'impact des révolutions européennes de 1848 sur le colonialisme, l'esclavage et le monde extra-européen, notamment en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Afrique. De tels sujets ont certainement du mérite dans la mesure où ils n'ont jamais été bien étudiés, mais un regard non averti et non spécialiste sur le programme de la conférence pourrait facilement donner l'impression que l'acteur français le plus important en 1848 était Victor Schœlcher et l'événement le plus important, l'abolition définitive de l'esclavage dans les territoires français le 27 avril 1848. Quant à l'enthousiasme qui a salué les événements de Paris dans des lieux lointains à l'est du continent, comme à Prague, Pest ou Cracovie, toutes des métropoles urbaines d'Europe centrale dont les populations instruites se sentaient comme des membres malheureux de colonies périphériques, son histoire n'était pas à l'ordre du jour, mis à part son rapport avec les populations slaves du Sud sous domination ottomane. Est-ce que cette absence s'explique par le fait que le phénotype des populations de l'Europe centrale et de l'Est correspondait moins bien aux critères idéaux des colonisés ou ne pourrait pas être facilement inscrit dans des histoires des relations « blanc/non blanc » ? Ce n'est pas notre sujet, d'autant plus que, pour des raisons compréhensibles allant au-delà de l'habituel nombrilisme franco-français, et ayant tout à voir avec l'histoire de la décolonisation et de l'immigration postcoloniale en France dans la seconde moitié du 20^e siècle, un tel changement d'orientation de recherche est aujourd'hui, pour le meilleur ou pour le pire, dominant dans l'étude du 19^e siècle de l'histoire française des deux côtés de l'Atlantique¹⁰. Avec ce déplacement vers l'extérieur, au-delà du continent européen, on pourrait soutenir avec raison que les actions de Schœlcher ont eu de plus grandes conséquences, affectant plus de peuples que, par exemple, les ambiguïtés contenues dans la célèbre déclaration d'Alphonse de Lamartine du 4 mars 1848 sur la politique étrangère française, que les historiens plus eurocentristes de jadis ont traditionnellement trouvée si importante dans la détermination de la conflagration révolutionnaire¹¹. Mais qu'en est-il de

10 Colloque intitulé « Les mondes de 1848 », tenu les 12-14 décembre 2018 à Université Paris-Est Créteil. Ce n'était pas la seule grande conférence universitaire sur les révolutions de 1848 qui s'est tenue en France à l'occasion du 170e anniversaire. Un autre colloque international, « Les acteurs européens du printemps des peuples 1848 », s'est tenu à l'Université de la Sorbonne, du 31 mai au 2 juin 2019, sur des thèmes plus traditionnels gravitant principalement autour des institutions politiques. Pour un intéressant examen récent des effets de la Révolution de 1848 sur la vie coloniale, voir Silyane Larcher, *L'Autre Citoyen : L'idéal républicain et les Antilles après l'esclavage* (Paris, Armand Colin, 2014) ; et pour une tentative récente, controversée et assez typique du *zeitgeist* actuel caractérisant la recherche universitaire de réécrire l'ensemble de l'histoire de France en termes de son ancrage dans une histoire plus globale et internationale, voir Patrick Boucheron et al. (dir.), *Histoire mondiale de la France*, (Paris, Seuil, 2017).

11 Sur le contenu de la déclaration de Lamartine et certains autres de ses discours en rapport avec cette déclaration, voir la contribution de Bernard Peloille dans ce numéro. Sur la politique étrangère

notre compréhension de ce qui s'est passé en Europe en 1848 et plus généralement après, et en France en particulier ?

L'approche extra-européenne actuelle, faisant des révolutions de 1848 un phénomène transnational, ne correspond pas à la manière traditionnelle de les concevoir. Les études plus eurocentristes sur la propagation explosive de la violence révolutionnaire et contre-révolutionnaire, et sur l'instabilité politique qui se répercutait à travers le continent à partir d'un épicode parisien ont un pedigree historiographique vénérable qui ne date certes pas d'hier¹². Tout comme les modes historiographiques actuelles, l'interprétation de la contagion révolutionnaire de 1848 a fait l'objet de changements d'orientation des historiens, provoqués par les fluctuations des événements politiques de leur temps. Par exemple, l'historien conservateur britannique Lewis Bernstein Namier, aujourd'hui résolument démodé, lui-même juif polonais né dans la Pologne du Congrès sous contrôle russe et d'abord formé intellectuellement en Galice autrichienne à l'Université de Lemberg (désormais L'viv et en Ukraine), a décrit l'année 1848 comme la « pépinière de l'histoire européenne » et comme une « révolution des intellectuels » qui a mis l'Europe sur la voie de la Seconde Guerre mondiale et de l'apocalypse dantesque qui s'est produite en Europe centrale et de l'Est pendant ce conflit ultraviolet (lui-même « *global* » et « *transnational* » pour reprendre des adjectifs à la mode de nos jours)¹³. En développant ces arguments sur l'histoire de l'Europe continentale en 1848-1849 après 1945, Namier était motivé par une profonde germanophobie, qu'il partageait ironiquement avec cet acteur charismatique et chimérique de 1848 dont Namier ne pouvait certaine-

du gouvernement provisoire et la continuité de la déclaration de Lamartine avec des objectifs français antérieurs en matière de politique étrangère remontant jusqu'à Richelieu, notamment en ce qui concerne les États germanophones et l'Europe de l'Est (et non pas uniquement en ce qui concerne la question italienne plus fréquemment discutée à l'égard de la déclaration de Lamartine), voir l'étude toujours suggestive de James G. Chastain, *The Liberation of Sovereign Peoples : The French Foreign Policy of 1848* (Athens, Ohio, Ohio University Press, 1988).

12 Pour une bonne synthèse anglophone relativement récente de la propagation révolutionnaire en 1848, voir Mike Rapport, *1848: Year of Revolution*, New York, Basic Books, 2008.

13 Dans ce sens, les révolutions de 1848 étaient responsables de la Deuxième Guerre mondiale mais aussi du chaos géopolitique qui a suivi immédiatement la Révolution russe et la défaite des puissances centrales pendant la Première Guerre mondiale. Les écrits de Namier sur ces sujets se trouvent principalement dans son recueil, *Vanished Supremacies : Essays on European History, 1812-1918* (Londres, Hamish Hamilton, 1958), en particulier pp. 21-64, et son célèbre essai, *1848 : The Revolution of the Intellectuals*, (réédition, Oxford, Oxford University Press, 1992 [1946]). Sur l'intérêt personnel de Namier pour les révolutions de 1848, voir l'introduction de James Joll à la réédition de ce dernier ouvrage dans Namier, pp. v-xiii, ou, plus récemment, l'étude exhaustive sur Namier de D.W. Hayton, *Conservative Revolutionary : The Lives of Lewis Namier*, Manchester, Manchester University Press, 2019, *passim*. Pour une critique sociologique nuancée des exagérations véhiculées dans la thèse conservatrice d'une « révolution des intellectuels », voir Christophe Charle, « L'Europe des intellectuels en 1848 », dans Jean Luc Mayaud et la Société d'histoire de la Révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle (dir.), *1848 : actes du colloque international du cent cinquantième tenu à l'Assemblée nationale les 23-25 février 1998*, Paris, Créaphis, 2002, p. 421-447.

ment pas approuver l'activisme révolutionnaire, Mikhaïl Bakounine¹⁴. Namier était également sensible aux dangers de l'utilisation politique du principe des nationalités, notamment comme arme pour défaire le Congrès de Vienne et les traités de 1814-1815, un point de vue également (et ironiquement) exprimé bien avant les propres écrits de Namier et à des fins bien différentes par un autre acteur révolutionnaire important de 1848, Proudhon¹⁵. Depuis sa mort, Namier est facilement dépeint comme un anglophile conservateur, hostile au nivellement social, à la démocratie et au nationalisme, un érudit, influencé par la théorie des élites oligarchiques de Vilfredo Pareto et les thèses géopolitiques d'Halford Mackinder, qui pensait que toute pensée politique se réduisait à des « idioties [*flapdoodle*] » et qui, selon Stedman Jones dans un texte de jeunesse, combinait « une nouvelle méthode empirique » étroitement axée sur les machinations politiques de la classe dirigeante, avec « une approche anti-intellectualiste de la politique » semblable à « une révélation nietzschéenne du motif vulgaire derrière un sentiment élevé », « un *Deus ex machina* qui pourrait être imposé à toute période qui a pris l'imagination de l'historien »¹⁶. Il résulte de son approche une dévalorisation radicale du rôle joué par les idées dans la

14 Germanophobie pourtant certes moins forte chez Bakounine et n'existant point ni dans les actes ni dans les écrits de ce dernier avant les années 1870. Voir à cet égard la contribution de René Berthier dans ce numéro. Sur la germanophobie de Bakounine et la façon dont elle est née de son expérience de la révolution en 1848-1849, voir le chapitre de Jean-Christophe Angaut, « Revolution and the Slav Question : 1848 and Mikhaïl Bakounin », dans Moggach et Stedman Jones, *The 1848 Revolutions*, p. 405-428, traduit par moi-même mais également disponible dans son français originel sous une forme légèrement différente, « Révolution, socialisme et question slave : 1848 dans l'itinéraire de Michel Bakounine », https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01685266/file/Bak48_Fr.pdf. Voir aussi l'ouvrage de Berthier, *Bakounine politique : Révolution et contre-révolution en Europe centrale*, (n.p. : Le Monde libertaire, 1991), et le tome 2 de sa série *L'autre Bakounine*, intitulé *Allemagne et question slave*, (n.p. : Éditions du Cercle d'études libertaires - Gaston-Leval, 2010). Pour les lecteurs du polonais, il existe désormais l'étude monumentale en deux volumes d'Antoni A. Kaminski sur l'évolution de Bakounine jusqu'en 1864, *Mikhaïl Bakounine, Życie i myśl, Życie i myśl*, dont le tome 1, *Od religii miłości do filozofii czynu (1814- 1848)*, (Varsovie, Wydawnictwo Uniwersytetu Ekonomicznego we Wrocławiu, 2012) et le tome 2, *Podpalacz Europy (1848-1864)*, (Varsovie, Wydawnictwo Uniwersytetu Ekonomicznego we Wrocławiu, 2013).

15 Sur ce sujet, le thème de mon travail d'habilitation, voir mes études préliminaires, « Pierre-Joseph Proudhon's War and Peace: The Right of Force Revisited », dans Béla Kapossy et al. (dir.), *Commerce and Peace in the Eighteenth Century*, p. 272-299 ; « Une anthropologie téléologique: fins et origines des peuples et des hommes selon Pierre-Joseph Proudhon », dans Vincent Bourdeau et Arnaud Macé (dir.), *La nature du socialisme: Pensée sociale et conceptions de la nature au XIXe siècle*, (Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2017), p. 197-242 ; et « A Nineteenth-Century Anarchist Critique of Polish Anarchy: Pierre-Joseph Proudhon on the Natural Lives of States, Polish History, and Jean-Jacques Rousseau's *Considérations* », dans Graham Clure et Richard Butterwick-Pawlikowski (dir.), *Rousseau and Poland. Federalism, Political Economy, and Representative Democracy*, Leiden, Brill, à paraître.

16 Gareth Stedman Jones, « History : The Poverty of Empiricism », dans Robin Blackburn (dir.), *Ideology in Social Science*, (Glasgow, Fontana/Colins, 1972), p. 96-115 : p. 106. Pour une critique des études célèbres que Namier a faites sur la vie politique sous le roi Georges III, en ce qui concerne leur rapport avec l'histoire intellectuelle, voir Quentin Skinner, « Augustan party politics and Renaissance constitutional thought », dans Skinner, *Visions of Politics*, tome 2, *Renaissance Virtues*, (Cambridge, Cambridge University Press, 2002), p. 344-367, particulièrement p. 349 ff.

genèse des changements historiques importants, donnant, selon le marxiste britannique Perry Anderson, une « histoire sans esprit » sans moteur, dans laquelle seul un « psychologisme vulgaire » renforce « l'histoire sans idées »¹⁷.

Cependant, indépendamment des déficiences causées par ses propres préjugés politiques conservateurs anglophiles, Namier souligna admirablement la disparité en 1848 entre la vision du monde des classes professionnelles urbaines éduquées, aspirant à plus de démocratie afin d'accroître leur indépendance vis-à-vis des élites sociales conservatrices traditionnelles, et la vaste paysannerie sans éducation, indifférente au gouvernement constitutionnel, mais particulièrement sensible en Europe centrale à son affranchissement du servage et des pratiques coutumières comme le *robot* (la corvée). Cet aspect des révolutions de 1848-1849 est certainement pertinent aujourd'hui, car il semblerait anticiper les dangers constitués dans les démocraties contemporaines par la persistance des inégalités sociales, où le ressentiment souvent bien fondé des classes inférieures pourrait facilement se mobiliser contre les professionnels urbains comme il y a 170 ans. Le germanophobe Namier était principalement préoccupé par la montée d'Hitler et par le fait que la consécration en 1938 de l'Anschluss était le fruit des aspirations grandioses et des machinations inefficaces des républicains et démocrates rhénans au Parlement de Francfort en 1848-49. Néanmoins, sa critique de la « révolution des intellectuels » pourrait certainement être reformulée à l'ère actuelle à propos des phénomènes aussi divers que les succès électoraux de Viktor Orbán et les demandes plurielles du mouvement des gilets jaunes en France, où la colère et les divers ressentiments populaires se déversent contre les élites politiques jugées excessivement distantes, séparées par leur implantation géographique, leur éducation, leurs revenus et leur capital, des inquiétudes matérielles concrètes de la majorité des individus qu'ils gouvernent.

Faut-il surmonter l'héritage marxiste ?

En faisant allusion à des possibilités d'interprétation contemporaines très différentes et aux tendances historiographiques actuelles de notre époque, je tiens maintenant à souligner jusqu'à quel point les préoccupations des historiens universitaires ont changé depuis que j'ai fait mes études de licence à l'Université de Chicago, au début des années 1990. L'histoire pourrait très bien être écrite par les vainqueurs, mais les vainqueurs culturels dominants dans les universités occidentales au cours de la seconde moitié du 20^e siècle (en particulier aux États-Unis) furent des professeurs de gauche généralement intéressés par les supposés perdants socio-historiques de l'histoire du monde en général. Ainsi, dans des lieux privilégiés tels ceux où j'ai fait mes études de licence, l'influence conceptuelle du marxisme était incontestablement plus grande que celle du Namierisme dans la détermination des recherches explorant l'histoire européenne du 19^e siècle. Au cours des années 1970 et au début des années 1980, un consensus général s'est dégagé en ce qui concerne les recherches des historiens, sociologues et politologues, selon lequel lorsqu'il s'agissait d'étudier les révolu-

17 Perry Anderson, *English Questions*, Londres, Verso, 1992, p. 73 et p. 75-76.

tions modernes à partir de la Révolution française, à une époque où le « capitalisme » était la forme économique dominante, leurs origines politiques devraient être minimisées en faveur de l'étude des catégories sociales les plus aptes à s'opposer aux ordres socio-économiques établis et aux gouvernements qui les défendent. L'une des découvertes issues de ce courant de recherche (et dont les conclusions étaient invariablement inscrites, comme le marxisme lui-même, dans des récits sous-jacents de la modernisation et du développement économiques) était que, contrairement à l'hypothèse marxiste, les catégories artisanales ou agraires préindustrielles étaient souvent plus susceptibles que le prolétariat urbain non-qualifié de participer à des soulèvements et des violents conflits de classes¹⁸. Inspiré par les tumultes politiques et sociaux des années 1960 et 1970, ce travail universitaire a eu un effet sur la façon dont les révolutions du milieu du dix-neuvième siècle ont été discutées au moment où je suivais des cours d'histoire de France. Dans les années 1990, les débats concernant les événements de 1848 tournaient autour d'une lecture des articles de Marx, *Les Luttes de classes en France, 1848 à 1850*, et de sa mise à jour journalistique de 1852, *Le Dix-Huit Brumaire de Louis Bonaparte*, suivie d'un examen de l'exactitude historique du récit de Marx, comme on peut le vérifier dans les travaux des historiens Roger Price et Mark Traugott¹⁹. L'étude minutieuse de Traugott sur la composition sociale des deux côtés des barricades pendant les journées de juin à Paris a rendu probléma-

18 Pour deux critiques très différentes de cette littérature, voir Gareth Stedman Jones, « The Mid-Century Crisis and the 1848 Revolutions : A Critical Comment », *Theory and Society*, 12, 4, juillet 1983, p. 505-519 ; et, dans la mesure où cette littérature s'applique à l'histoire sociale française, Jacques Rancière, « The Myth of the Artisan », *International Labor and Working-Class History*, 24, Automne 1983, p. 1-16. Tous les autres essais sur la crise socio-économique du milieu du 19e siècle en Angleterre, en France et en Allemagne, publiés dans le même numéro de *Theory and Society* que l'article de Stedman Jones, sont assez représentatifs des approches universitaires d'histoire sociale du début des années 1980. Pour la critique des présupposés narratifs sous-jacents contenus dans cette littérature sur le développement économique dans la transition des sociétés « précapitalistes » en sociétés « capitalistes », voir les remarques très succinctes de Charles F. Sabel sur l'hypothèse d'une quelconque « proto-industrialisation » : « Protoindustry and the Problem of Capitalism as a Concept : Response to Jean H. Quataert », *International Labor and Working-Class History*, 33, printemps 1988, p. 30-37, ainsi que son article célèbre, co-écrit avec Jonathan Zeitlin, révisant les idées reçues sur l'histoire industrielle, « Historical Alternatives to Mass Production : Politics, Markets and Technology in Nineteenth-Century Industrialization », *Past and Present*, 108, 1, août 1985, p. 133-176, de même que le livre collectif dirigé par Sabel et Zeitlin, *World of Possibilities : Flexibility and Mass Production in Western Industrialization*, (Cambridge, Cambridge University Press, 1997). Pour une critique contemporaine analogue et complémentaire de l'utilité du « capitalisme » comme concept, peut-être même inspirant les remarques de Sabel sur la « proto-industrialisation », voir aussi les remarques du théoricien politique et juriste, Roberto Unger, sur « the troubles of capitalism as a concept » dans son *Social Theory : Its Situation and Its Task*, (Cambridge, Cambridge University Press, 1987), p. 101-109.

19 Roger Price, *The French Second Republic : A Social History*, (Londres, B.T. Batsford, 1972) et Mark Traugott, *Armies of the Poor : Determinants of Working-Class Participation in the Parisian Insurrection of June 1848*, (nouvelle édition, New Brunswick, NJ, Transaction Publishers, 2002[1985]). Voir aussi le travail de l'un de mes professeurs à Chicago, Roger V. Gould, qui est arrivé à des conclusions similaires à celles de Traugott dans son étude sur la composition sociologique des participants engagés dans la Commune de Paris, *Insurgent Identities : Class, Community, and Protest in Paris from 1848 to the Commune* (Chicago, University of Chicago Press, 1995).

tique l'interprétation marxiste des journées de juin comme « la première grande bataille entre les deux classes qui divisent la société moderne »²⁰ car il y avait beaucoup de chevauchement sociologique entre les insurgés et les gardes mobiles²¹. Il a été souligné que l'évocation fréquente par Marx de sous-classes parasites et corruptrices de l'authentique lutte des classes menant l'histoire humaine vers son avenir radieux (comme la petite bourgeoisie ou le lumpenprolétariat), de fractures internes de la classe dirigeante (comme celles qui opposent la propriété foncière à la propriété mobilière, ou le capital industriel au capital financier), ou des classes inférieures rétrogrades (comme la paysannerie) pour expliquer l'incapacité du prolétariat à triompher de la bourgeoisie, était pour le moins discutable. De même, l'obsession de Marx, de 1848 jusqu'à sa mort, à expliquer pourquoi le « capitalisme » ne s'était pas encore effondré (même s'il devait et était toujours sur le point de le faire), apparaissait poser problème²². Dans les écrits d'Engels de 1849 sur la question slave et les « peuples non historiques », on retrouve le même genre de mise en avant de certaines catégories collectives par rapport à d'autres plus malheureuses, comme les Tchèques ou les Slovènes, dont les aspirations nationalistes ne méritaient pas la même considération géopolitique sérieuse que celles des Polonais ou des Magyars de Hongrie, par exemple²³.

Le début des années 1990 fut une époque où le marxisme, bien que menant un combat d'arrière-garde, avait encore une certaine attractivité intellectuelle comme

20 Marx, « Les luttes de classes en France, 1848-1858 », dans *Œuvres*, t. 4, (Paris : Gallimard, 1994), p. 259-260.

21 Pour une enquête récente sur les personnes qui ont occupé les barricades pendant la Seconde République, voir Louis Hincker, *Citoyens-combattants à Paris, 1848-1851*, (Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires de Septentrion, 2008).

22 Pour deux récits différents de l'application de l'analyse de classe par Marx à la période 1848-1851 en France à des fins narratives plus larges, les deux rédigés dans le sillage critique de Louis Althusser, voir Jacques Rancière, *Le Philosophe et ses pauvres*, (Paris, Fayard, 1983), p. 87-184 passim, surtout pp. 135-155 ; et Dominick LaCapra, *Rethinking Intellectual History : Texts, Contexts, Language* (Ithaca, NY, Cornell University Press, 1983), p. 268-290. Depuis, il y en a eu d'innombrables autres analyses critiques de ces textes de Marx. Pour des exemples récents, voir Raphael Hörmann, « Social Tragedy and Political Farce : Marx's Poetics of History and Revolution », dans Christopher Hamilton et al (dir.), *Facing Tragedies*, (Münster, LIT Verlag, 2009), p. 203-214, et du même auteur, *Writing the Revolution : German and English Radical Literature, 1819-1848/49*, (Münster, LIT Verlag, 2011), *passim*. Voir aussi l'analyse des écrits de Marx sur la France entre 1848 et 1851 que l'on retrouve dans la biographie intellectuelle de Gareth Stedman Jones, *Karl Marx : Greatness and Illusion* (Londres, Allen Lane, 2016), p. 268-272, p. 305-313 et p. 334-342. Sur les difficultés de Marx à décrire la façon dont le « capitalisme » se terminerait ainsi que ses difficultés à théoriser ce à quoi ressembleraient les sociétés après sa chute, voir Stedman Jones, *Karl Marx*, p. 375-431 et p. 568-586 ; et sur l'idée que ces difficultés conceptuelles auraient même pu précéder la rédaction du *Manifeste* et les Révolutions de 1848, voir le chapitre de Keith Tribe, « Karl Marx's 'Critique of Political Economy' : A Critique », dans son stimulant recueil d'essais, *The Economy of the Word : Language, History, and Economics* (Oxford, Oxford University Press, 2014), pp. 171-254.

23 Voir l'étude polémique de Roman Rosdolsky sur ce sujet, *Friedrich Engels et les peuples « sans histoire » : La question nationale dans la révolution de 1848*, récemment traduit en français dans une excellente édition critique, (Paris, Éditions Syllepse, 2018 [1979]). Voir aussi sur ce sujet la contribution de Berthier dans ce numéro.

discours de la subversion parmi les chercheurs américains, et où les anciens programmes de recherche sur la « formation de la classe ouvrière » continuaient à être discutés dans les universités d'élite par les historiens sociaux, les sociologues historiques et les politicologues alors que les syndicats eux-mêmes menaient leur propre combat d'arrière-garde pour survivre pendant la décennie de mondialisation commerciale et industrielle qui a suivi la guerre froide. Cependant, à mesure que l'effondrement de l'Union soviétique et du « socialisme réel » deviennent des souvenirs lointains (certes plus facilement pour les Européens de l'Ouest et les Américains que pour les Européens de l'Est et les Russes), l'importance de confirmer ou de discréditer les divers récits historiques que Marx a fait des manifestations concrètes de protestation sociale, d'insatisfaction, ou de révolution lors des événements de 1848, a perdu de l'intérêt pour les historiens.

Pourtant, Marx a certainement connu une réussite dans son après-vie dans la mesure où ses deux textes les plus importants sur la Seconde République française, mineurs de son vivant, sont devenus canoniques dans les universités occidentales, souvent enseignés avec les *Souvenirs* posthumes de Tocqueville comme sources primaires dans les cours de licence aux États-Unis et en Grande-Bretagne portant sur la période historique de 1848. C'est un exploit, étant donné que l'obscurité presque totale de ces écrits au moment de leur publication, contrastait avec la réception des œuvres de contemporains traitant les mêmes sujets, tels que celles de Daniel Stern, Proudhon, ou même du commentateur allemand des événements de France, rival de Marx, l'hégélien Lorenz von Stein. Alors que des historiens rigoureux dans leur empirisme comme Price et Traugott peinaient dans les années 1980 à prouver ou à réfuter les hypothèses de Marx sur la composition des classes, il est certes devenu difficile aujourd'hui d'affirmer que les journées de juin, par exemple, ont été provoquées par une classe patronale capitaliste, à moins qu'on veuille croire que le gouvernement provisoire lui-même devrait être considéré comme incarnant le capitalisme ultime de la France de l'époque. Comme l'ont reconnu des contemporains comme Stein, en garantissant le droit au travail le 25 février 1848, le gouvernement provisoire a mis en place une forme de crise de légitimité étatique nouvelle dans laquelle le gouvernement paraissait comme étant le garant de l'emploi en dernier ressort alors que les chômeurs abondaient à Paris²⁴. Dans les journées de juin, les

24 Sur l'interprétation de Stein des événements de 1848, voir le chapitre de Diana Siclovan, « Le 'mouvement social' et la naissance de la 'démocratie sociale' : 1848 selon l'interprétation de Lorenz Stein », dans Edward Castleton et Hervé Touboul (dir.), *Regards sur 1848*, (Besançon, Cahiers de la MSHE, 2015), p. 361-387. Sur la vie de Stein, voir aussi en français l'introduction de Norbert Waszek à sa traduction de Stein, *Le Concept de société*, (Grenoble, Éditions littéraires et linguistique de l'université de Grenoble, 2002). Fait anecdotique intéressant à cet égard, quand j'ai appris l'existence de l'ouvrage célèbre de Stein, son *Geschichte der Sozialen Bewegung in Frankreich von 1789 bis auf unsere Tage*, ce n'était pas dans le même cours d'histoire de France au 19^e siècle à l'Université de Chicago où j'ai lu Marx, Tocqueville, Traugott, Price, etc., mais dans un cours sur les origines du modèle de l'État-providence en Europe qui tournait beaucoup autour des discussions très fin du 20^{ème} siècle sur la « crise fiscale de l'État », les « contradictions de l'État-providence », les vicissitudes de la « société du risque », et la théorie foucauldienne de la « *gouvernementalité* » telle qu'elle paraissait dans un livre collectif rédigé par des admirateurs anglo-français de Foucault intitulé *The Foucault Effect*

troubles sociaux tournaient autour du comportement de l'État (la fermeture des Ateliers Nationaux), et non des injustices commises par une classe capitaliste quelconque. La répression violente qui a suivi a réfuté les affirmations républicaines radicales, banales sous la monarchie de Juillet, selon lesquelles la démocratie sociale et le libéralisme politique étaient compatibles. L'hypothèse connexe selon laquelle le suffrage universel ne produirait pas de gouvernements conservateurs a également été réfutée par les élections législatives qui ont précédé les journées de juin et l'élection présidentielle de décembre qui les a suivies. Ce furent des leçons politiques, acquises avec beaucoup d'amertume par de nombreux républicains et socialistes de gauche. Dans ce sens, s'il y a eu une lutte des classes en 1848 dont les historiens devraient raconter l'histoire, elle semble bien avoir été de nature plus politique qu'économique²⁵.

C'est peut-être sur la base de cette intuition que l'anarchisme, dans la mesure où cette forme intransigeante d'antiétatisme radical a une cohérence idéologique, est né en France, et ce n'est pas un hasard si cette forme discursive particulière du radicalisme a non seulement rejeté la panacée des élections au nom d'une conception différente de l'émancipation, mais adopta un ton résolument anti-bourgeois. Cependant, le fondateur d'une tradition idéologique rivale, beaucoup moins hostile en principe aux partis politiques, Marx lui-même, semble avoir anticipé cette intuition dans son *Manifeste communiste* de 1848 lorsqu'il a écrit avec Engels : « Le pouvoir d'État moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de toute la classe

(Chicago, University of Chicago Press, 1991) ou telle qu'elle pourrait s'appliquer directement à l'histoire française au 19^e siècle dans les études successives de Jacques Donzelot, *L'Invention du social. Essai sur le déclin des passions politiques*, (Paris, Fayard, 1984), François Ewald, *L'État providence* (Paris, Grasset, 1986), et Giovanna Proccaci, *Gouverner la misère. La question sociale en France, 1789-1848* (Paris, Seuil, 1993). Dans ce cours, Stein fut présenté comme quelqu'un qui avait anticipé bon nombre des problèmes des années 1970 et 1980, ce qui est visible dans les écrits de James O'Connor, Claus Offe, Ulrich Beck, Donzelot et Ewald, tous des auteurs qui travaillaient dans le cadre conceptuel des critiques révisionnistes marxistes et postmarxistes de l'État-providence. Cette approche est assez compréhensible, étant donné que les souvenirs de Reagan et Thatcher restaient frais dans l'esprit de tous et qu'aux États-Unis, une réforme importante de l'aide sociale était en train d'être mise en œuvre par un président (i.e. William Jefferson Clinton) qui se définissait comme un « *New Democrat* ». Néanmoins, l'intérêt de réexaminer les idées de Stein dans un but de réviser les recherches antérieures sur les diverses crises sociopolitiques de l'histoire européenne du milieu du dix-neuvième siècle n'était pas si évident au début des années 1990 pour les historiens sociaux de France, largement insensibles à toute interprétation allemande des événements de 1848 en France, au-delà des œuvres complètes de Marx et Engels. Jusqu'à nos jours, l'ouvrage de Stein sur le « mouvement social » en France de 1789 jusqu'à 1850 n'est pas disponible en français, à part la partie introductive traduite par Waszek.

²⁵ C'était évidemment encore plus le cas avant 1848, sous le suffrage censitaire de la monarchie de Juillet où la participation à la vie politique dépendait des contributions fiscales et des impôts de patente. Les choses ont considérablement changé au cours des 170 années qui ont suivi. D'une manière générale, aujourd'hui en Europe occidentale et en Amérique du Nord, plus on a de capital, plus on essaie de ne pas payer d'impôts et non l'inverse. D'autre part, les niveaux d'inégalités de richesse de nos jours sont scandaleusement comparables à ceux du 19^e siècle, en particulier lorsque l'on juxtapose les disparités de richesse de la Monarchie de juillet en France avec celles des États-Unis d'aujourd'hui.

bourgeoise. » En effet, après les déceptions de 1848, ce genre de réflexion rendant identique les intérêts de l'État avec ceux de la bourgeoisie allait devenir un trope courant dans la critique de la démocratie parlementaire jusqu'aux années 1930. Il représentera un changement par rapport aux discussions politiques de la première moitié du 19^e siècle, époque pendant laquelle les classes moyennes européennes étaient souvent perçues politiquement par leurs contemporains comme des forces progressistes s'opposant aux vestiges rétrogrades de l'Ancien Régime, comme l'aristocratie et l'Église. Dans cette représentation plus ancienne de la bourgeoisie, mais assez courante dans le sillage immédiat de la Révolution française, les classes moyennes se distinguaient des élites traditionnelles par leur défense générale du constitutionnalisme libéral modéré, prise de position qui contribuait à leur incarnation comme expression sociale du progrès et de la modernité²⁶. Pourtant, en France, après 1830, puis après 1848 surtout, il est devenu évident pour beaucoup que les professions de foi théoriques de libéralisme politique coexistaient souvent avec des aspirations au pouvoir à peine voilées de ceux qui étaient assez riches pour financer leur campagne électorale, mais qui étaient hostiles à la pleine intégration des classes populaires, imprévisibles dans la vie politique.

Indiscutablement, l'idée antérieure à 1848 que l'on pouvait résoudre la « question sociale », résultant de la tension entre égalité juridique et inégalité matérielle par un élargissement du suffrage, s'est révélée être une chimère pendant la courte vie de la seconde République française. Une fois que tous les Français de sexe masculin ont pu voter, les élections n'ont fait que ramener au pouvoir les anciennes élites politiques, dont la grande majorité n'a jamais voulu ni la république ni la Révolution de février. Des personnalités politiques de la Monarchie de Juillet comme Odilon Barrot, Gustave Beaumont, Jules Dufaure, Alfred de Falloux, Léon Faucher, Louis-Mathieu Molé, Charles-René-Forbes de Montalembert, Charles de Rémusat, Thiers, Tocqueville et des hauts responsables militaires comme Thomas-Robert Bugeaud ou Achille Baraguey d'Hilliers, Louis-Eugène Cavaignac, Nicolas-Anne-Théodule Changarnier et Léon-Louis-Christophe Juchault de La Moricière ont tous joué des rôles politiques de premier plan dans la Deuxième République, comme sous Louis-Philippe. En effet, si Louis-Napoléon Bonaparte a pu être élu président en décembre 1848, c'est d'abord grâce aux efforts de Molé et Thiers, qui croyaient naïvement qu'ils pouvaient l'utiliser comme un outil pour faire avancer leurs propres machinations. Le triomphe ultime du « prince-président » montra

26 Sur ce sujet des classes moyennes et des effets de 1848 sur leur conceptualisation en Grande-Bretagne et en France, voir Stedman Jones, « Elusive Signifiers : 1848 and the Language of 'Class Struggle' », dans Moggach et Stedman Jones (dir.), *The 1848 Revolutions*, p. 429-451. Voir plus généralement aussi Sarah Maza, *The Myth of the French Bourgeoisie : An Essay on the Social Imaginary, 1750-1850*, (Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2003), dont on trouve un résumé en français dans Maza, « Construire et déconstruire la bourgeoisie : discours politique et imaginaire social au début du XIX^e siècle », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 34, 1, 2007, p. 21-37. L'exploration de ce thème n'est pas nouvelle. Voir l'étude déjà forte ancienne de Vincent E. Starzinger, *Middlingness : Juste Milieu Political Theory in France and England, 1815-48*, (Charlottesville, Virginia, University Press of Virginia, 1965).

cependant que même la classe politique aristocratique et bourgeoise de la monarchie de Juillet ne pouvait pas conserver indéfiniment le pouvoir dans des conditions de suffrage universel. Ses membres n'ont jamais pu instrumentaliser pleinement la vie politique à des fins antidémocratiques, comme en témoigne le retentissement négatif auprès de l'opinion de l'adoption de la mesure législative du 31 mai 1850 limitant le droit de vote. Ironiquement, l'histoire de leur échec serait aussi celle de l'émergence d'une nouvelle forme de politique, celle d'une fusion du nationalisme, de la démocratie et de l'autoritarisme, qui pourrait, de façon imprévisible, être exploitée pour des victoires électorales et plébiscitaires par le biais de ce qu'on appelait autrefois le « césarisme », et que de nos jours les journalistes et politistes appellent parfois, nouvel néologisme à la mode, la « démocrature »²⁷. Mais comme le montre clairement une histoire récente en langue anglaise de la Seconde République, l'histoire de ce qui s'est passé dans la vie politique en France entre 1848 et 1852 n'avait rien à voir avec le fait que le lumpenprolétariat composait ou non la garde mobile qui tirait sur les insurgés en juin 1848, ou assistait aux rassemblements en faveur de Louis-Napoléon Bonaparte avant sa transformation en Napoléon III. Au contraire, elle a tout à voir avec les premiers succès et l'échec ultime d'une élite politique héritée de la monarchie de Juillet, qui cherchait à contrôler le suffrage universel masculin à son avantage, mais qui était au bout du compte trop divisée pour agir de manière suffisamment décisive pour reconsolider son pouvoir²⁸.

Facilitant le déplacement des recherches antérieures sur les corrélations possibles entre la protestation sociale et la modernisation économique, l'une des idées-clés issues du « tournant linguistique » des années 1980 et du début des années 1990 qui a servi à dé-marxifier les recherches universitaires anglo-américaines en histoire sociale était que le langage exprimant l'appartenance à une classe sociale était souvent déterminé par les efforts pour changer le système politique (et non pas par sa conformité avec les nécessités économiques)²⁹. Dans ce sens, on pourrait dire que la

27 Pour un exemple caractéristique, voir Nicolas Baverez, « Les démocratures contre la démocratie », *Pouvoirs*, 169, 2, 2019, p. 5-17. Apparemment non content de ce néologisme, certains politistes ont également inventé un autre, « *peuplecratie* », Voir Ilvo Diamanti et Marc Lazar, *Peuplecratie. La métamorphose de nos démocraties* (Paris, Gallimard, 2019).

28 Voir Christopher Guyver, *The Second French Republic, op. cit.* Le titre de l'étude de Guyver est un peu mal choisi car, moins qu'un survol historique général de la politique depuis la chute de Louis-Philippe jusqu'au plébiscite de novembre 1852 appelant à la reconstitution d'un empire bonapartiste, il se focalise presque entièrement sur les effets des vicissitudes de la vie politique française sur l'opinion inquiète des élites dans la courte période de la république éphémère. Cependant, l'auteur m'a assuré dans une correspondance privée que le titre qu'il voulait à l'origine donner à son étude, malheureusement refusé par son éditeur, était *The Impossible Republic*.

29 À ce sujet, voir le recueil novateur d'essais de Gareth Stedman Jones, *Languages of Class : Studies in English working class history, 1832-1982* (Cambridge, Cambridge University Press, 1983), ainsi que ses réflexions plus récentes et approfondies sur l'importance conceptuelle de cet ouvrage : « The determinist fix : some obstacles to the further development of the linguistic approach to history in the 1990s », *History Workshop Journal*, 42, 1996, p.19-35 ; « Anglo-Marxism, Neo-Marxism and the Discursive Approach to History » dans Alf Lüdke (dir.), *Was bleibt von marxistischen Perspektiven in der Geschichtsforschung* (Göttingen, Wallstein Verlag, 1997), p. 149-209 ; et « The Return of Language :

conscience de classe dépend des sentiments fluctuants d'exclusion et d'inclusion ; ainsi les fluctuations de la vie politique pourraient même créer des formes plurielles de conscience de classe et d'identités sociales, tout autant que le contraire. Bien que ce point de vue semble mieux s'appliquer à l'histoire sociale et politique avant la généralisation du suffrage universel dans les sociétés occidentales entre 1850 et 1950, il me semble pertinent de le souligner dans le contexte de cette introduction à notre numéro. Lorsque le suffrage universel masculin fut accordé en France par le gouvernement provisoire en 1848, il n'était pas étonnant que la masse des néophytes politiques qui constituaient la majorité de la nation française ne s'inscrivait pas dans une catégorisation sociale aussi nette et bien rangée que l'ancien ordre établi des électeurs et des élus sous la monarchie constitutionnelle, beaucoup plus circonscrit sur le plan sociologique. La confusion provoquée par la déclaration du suffrage universel masculin a fait qu'il est difficile d'affirmer que la Deuxième République fut entièrement victime de la domination oppressive d'une classe dirigeante perfide : à la différence de la « révolution escamotée » de 1830, celle de 1848 fut en partie une œuvre d'autodestruction démocratique. Les historiens d'aujourd'hui ont mieux à faire que de chercher des expressions sociologiques pures et non distillées de la lutte des classes, directement liées au déferlement des modes de production successifs.

Le passé et le présent des tentatives françaises pour maîtriser une révolution accidentelle.

Une fois attentif à l'interrelation variable entre l'identité de classe et la vie politique, on sera mieux placé pour comprendre jusqu'à quel point la Révolution de février 1848 fut accidentelle, puisqu'elle n'était certainement pas voulue par les réformateurs qui l'ont involontairement déclenchée avec les débats autour de la réforme électorale en 1847³⁰. En général, les révolutions ne se déroulent pas comme elles avaient été imaginées ou anticipées avant leur déclenchement, et l'effondrement de la monarchie constitutionnelle en France n'a pas fait exception à cette règle. Lorsque Prosper Duvergier de Hauranne, l'un des principaux membres de l'opposition dynastique sous la monarchie de Juillet, lance une campagne de réforme électorale au début de 1847, il ne cherche qu'à réduire de moitié les qualifications électorales de 200 à 100 francs, à redéfinir les critères de « capacité » politique sur des bases non seulement fiscales (i.e. contributions fiscales, impôts de patente), mais aussi éducatifs, (dont les diplômes et autres certificats d'études attestant du degré supérieur d'intelligence jugé nécessaire pour voter), à ajouter quelques sièges de plus à la Chambre des députés, et à augmenter le nombre de membres des collèges électoraux. La mesure de Duvergier est complétée par la proposition de Rémusat d'empêcher les fonctionnaires d'être simultanément députés, source de corruption

Radicalism and the British Historians, 1960-1990 », dans Willibald Steinmetz (dir.), *Political Languages in the Age of Extremes* (Oxford, Oxford University Press, 2011), p. 331-349.

³⁰ Voir à ce sujet le résumé concis de William Fortescue, *France et 1848 : The end of monarchy*, (Londres, Routledge, 2005).

politique prétendument pire pour la France que les inégalités sociales³¹. Ni Duvergier ni Rémusat n'ont anticipé la campagne des banquets qui a suivi leurs initiatives et dont le détournement par les républicains radicaux, aidés par l'intransigeance du Premier ministre François Guizot et les hésitations de Louis-Philippe, a entraîné la Révolution de février, l'abdication du souverain, la déclaration d'une république avec suffrage universel masculin et, conformément à l'esprit du précédent projet de Rémusat, la fixation à 25 francs par jour l'indemnité des représentants politiques de la nouvelle assemblée. Bien sûr, si la création d'une classe politique professionnelle salariée avait longtemps été considérée par l'opposition libérale sous la Monarchie de Juillet comme une mesure anti-corruption, les républicains qui ont finalement adopté cette mesure n'auraient jamais pu prévoir, quelques années plus tard, les moqueries des classes populaires à l'égard des 25 francs accordés aux députés, ces classes populaires qui accueilleraient en même temps avec enthousiasme le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte de 1851.

Les réformateurs libéraux de la monarchie de Juillet n'étaient pas les seuls à ne pas prévoir l'avenir politique immédiat de la France. Certains de leurs détracteurs les plus radicaux ne voyaient pas non plus ce qui allait advenir. Observateur attentif de la tentative de Guizot de repousser la proposition de Duvergier, Proudhon a suivi les débats législatifs qui ont conduit involontairement à la chute de la monarchie avec un intérêt intense. Exprimant son dédain spontané pour les vertus tant vantées des classes instruites, il a noté dans ses carnets :

« Pourquoi M. Guizot n'a-t-il pas osé dire que les capacités intellectuelles étaient les plus corruptibles, les plus corrompues, et généralement les plus lâches, les plus perfides de toutes les capacités...

« Un savant, c'est une merde... »³²

Rejetant les tentatives des élites de redéfinir les contours du pouvoir politique de la classe dirigeante, Proudhon a condamné les réformateurs qui, selon lui, souhaitent créer une nouvelle aristocratie par une définition moins restrictive des critères électoraux de la « capacité politique », privilégiant l'acquisition méritocratique de diplômes supérieurs autant que la propriété, et insistant sur le fait que les membres les moins riches des classes moyennes supérieures sont aussi aptes que les élites traditionnelles. Mais il contemplait, sans le savoir, les origines de ce qui allait devenir, à travers la campagne des banquets, un événement que les élites françaises n'avaient pas mieux anticipé en 1847 que, plus tard, les membres du gouvernement

31 Sur le thème de la corruption la veille de la Révolution de février, voir William Fortescue, « Morality and Monarchy : Corruption and the fall of the regime of Louis-Philippe in 1848 », *French History*, 16, 1, 2002, p. 83-100.

32 Pierre-Joseph Proudhon, *Carnets* (Dijon, Les Presses du Réel, 2005), p. 478. Sur le contexte dans lequel cette remarque a été faite, voir mon chapitre, « The Many Revolutions of Pierre-Joseph Proudhon », dans Moggach et Stedman Jones (dir.), *The 1848 Revolutions*, p. 39-69, ainsi que ma longue introduction aux deux premiers volumes de l'édition critique des manuscrits inédits de Proudhon, *La Propriété vaincue et d'autres manuscrits inédits, 1840-1849*, (Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, à paraître).

provisoire, c'est-à-dire la rapide montée au pouvoir de Louis-Napoléon Bonaparte. D'ailleurs, l'observation désobligeante de Proudhon sur les « érudits » présageait d'une manière qu'il n'aurait pas pu anticiper lui-même l'hostilité au socialisme, après la Révolution de février 1848, manifestée par des écrivains, philosophes et économistes aussi divers que Victor Cousin, Gustave Flaubert, Joseph Garnier, Xavier Marmier, Prosper Mérimée, Louis Reybaud, Thiers ou Louis Wolowski sans nommer tous les membres de l'Académie des sciences morales et politiques qui ne sont pas déjà mentionnés³³. De même que l'expérience des événements de 1848 a fortifié le sentiment anti-bourgeois déjà présent en France depuis 1830, elle a également consolidé le sentiment antisocialiste inspiré par l'émergence de la seule véritable force nouvelle dans la vie politique française sous la seconde République : la « *démocratie sociale* ». Ainsi, les économistes politiques libéraux français qui n'avaient pas des difficultés à fréquenter des penseurs comme Proudhon ou August von Cieszkowski avant février 1848 se sont retrouvés dans une position difficile après la Révolution car il fallait rapidement discréditer les idées dangereuses responsables des Ateliers nationaux, de la Commission du Luxembourg, et des revendications populaires des différents *démoc-socs* en matière de droit au travail. La lente évolution conservatrice de Michel Chevalier, du Saint-Simonien à l'avocat du libre-échange, dont un tournant décisif fut sa critique systématique du droit au travail, qu'il a développée entre 1844-1848, en témoigne, de même que la publication en 1852-53 du monumental bréviaire conceptuel de l'économie politique libérale, le *Dictionnaire de l'économie politique* édité par Charles Coquelin et Gilbert Guillaumin³⁴. On pourrait dire

33 Sur le rôle de Thiers et de l'Académie des sciences morales et politique sous la Deuxième République, voir la contribution de Georges Navet dans ce numéro.

34 Charles Coquelin et Gilbert Guillaumin (dir.), *Dictionnaire de l'économie politique*, 2 t. (Paris, Guillaumin, 1852). Au sujet du réveil idéologique de l'anti-socialisme sous la Deuxième République et des diverses tentatives des élites pour mener une campagne de propagande contre la propagation des idées socialistes en faveur des prétendues vertus de la propriété privée, voir Thomas Bouchet, « Le droit au travail sous le 'masque des mots' : Les économistes français au combat de 1848 », *French Historical Studies*, 29, 4, 2006, p. 595-619 ; Jean-Pierre Cotten, « Cousin et 1848 », dans Castleton et Touboul (dir.), *Regards sur 1848*, op. cit. p. 173-202 ; Guillaume Cuchet et Sylaïn Milbach, « La grande peur de 1852 », *French History*, 26, 3, 2012, p. 297-324 ; Hélène Desbrousses, « Autour de 1848. Le débat entre 'socialisme' et 'libéralisme' », *Cahiers pour l'Analyse concrète*, 37-38, 1998, p. 77-94 ; François Fourn, « 1849-1851, l'anti-communisme en France : le spectre rouge de 1852 », dans Sylvie Aprile et al (dir.), *Comment meurt une République ? Autour du 2 décembre*, (Paris, Créaphis, 2004), p. 135-152 ; Sophie-Anne Leterrier, *L'Institution des sciences sociales. L'Académie des Sciences morales et politiques, 1795-1850*, (Paris, L'Harmattan, 1995), p. 311-331 ; et, à part son article dans ce numéro, le très ancien article de Georges Navet, « Le Cogito propriétaire et son histoire (M. Thiers défenseur de la philosophie) », *Le Doctrinal de Sapience*, 6, octobre 1979, p. 95-119. Sur la plus longue évolution intellectuelle de Chevalier et son rapport ambigu au libéralisme économique, voir Michael Drolet, « Industry, Class and Society : A Historiographical Reinterpretation of Michel Chevalier », *English Historical Review*, 123, 504, 2008, p. 1229-1271. La relation ambiguë de Chevalier avec le libéralisme économique fait écho à l'influence de l'économie politique libérale sur la pensée de Saint-Simon lui-même. Voir la contribution de Gareth Stedman Jones, « Saint-Simon and the liberal origins of Political Economy », dans Sylvie Aprile et Fabrice Bensimon (dir.), *La France et l'Angleterre au XIXe siècle. Échanges, représentations, comparaisons*, (Paris : Créaphis, 2006), p. 21-47. Sur Michel Chevalier et sur le *Dictionnaire*, voir respectivement les contributions de Nicolas Eyguesier et d'Hélène Desbrousses dans ce numéro.

presqu'autant des catholiques en France (mais aussi en Europe en général), dont leur tournant conservateur et antisocialiste ne devient réellement prononcé qu'à partir de l'assassinat le 15 novembre 1848 à Rome de l'économiste libéral devenu conseiller réformateur de Pie IX et Ministre de l'Intérieur et des Finances dans son gouvernement, Pellegrino Rossi, et la fuite ensuite du Pape à Gaète. Ces événements ont soulevé une inquiétude dans les milieux catholiques occultant les différences qui auparavant séparaient des militants dissidents comme le Dominicain Henri Lacordaire, l'ex-abbé Lamennais, Frédéric Ozanam et l'abbé Henri Maret, d'autres catholiques plus modérés comme Montalembert, l'abbé d'Orléans Jean-Pierre-Laurent Gaduel, et l'évêque d'Orléans Félix-Antoine-Philibert Dupanloup, sans parler des publicistes encore moins nuancés et plus conservateurs comme l'abbé Jean-Joseph Gaume et Louis Veuillot³⁵.

Bien sûr, ces adversaires ont délibérément accentué l'unité idéologique des socialistes français auxquels ils s'opposaient en 1848. Il n'y avait nulle part ailleurs une plus grande diversité d'idées et de nuances dans la variété des socialismes qu'en France, certainement plus encore qu'en Rhénanie, où les conflits opposant Marx à Andreas Gottschalk sont d'un intérêt théorique limité par rapport à ceux opposant Proudhon à Louis Blanc ou à Pierre Leroux, par exemple. Au cours de la première année de la Deuxième République, les débats proliféraient sur l'importance de l'« organisation du travail », de l'« organisation du crédit », du « droit au travail » et de la meilleure façon d'organiser « l'association » (un mot au pouvoir particulièrement illocutoire parmi les *démoc-socs*)³⁶. Encore plus fortement que sous la monarchie de Juillet, les socialistes se disputaient autant entre eux que contre leurs adversaires non socialistes³⁷. L'agitation polémique autour des différentes revendications socialistes visant à améliorer la répartition et la circulation des richesses pendant la Deuxième République fut telle que, dans la confusion qui s'ensuivit, même le baron de presse Émile de Girardin fut considéré par de nombreux observateurs contemporains (dont Marx parmi d'autres) comme un « anarchiste » associé à Proudhon en

35 A maints égards, cette occultation des différentes tendances catholiques trouveraient sa cristallisation lors du passage de la loi Falloux le 15 mars 1850. Sur les effets de l'assassinat de Rossi lors du soulèvement républicain à Rome et la fuite en exil du Pape sur la politique du Vatican et les orientations idéologiques du Saint-Siège, voir David I. Kertzer, *The Pope Who Would Be King: The Exile of Pius IX and the Emergence of Modern Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2018. Pour un exemple d'un publiciste catholique européen radicalisé par ces événements, voir la contribution de Carolina Armenteros dans ce numéro.

36 Sur la rhétorique du « crédit », voir la contribution d'Olivier Chaïbi dans ce numéro. Sur la rhétorique de « l'association » dans l'idiome des militants ouvriers de la Deuxième République, voir l'étude lexicométrique de Maurice Tournier, « Quand un mot en cache d'autres : le vocabulaire de l'association en 1848 », dans Tournier, *Des mots sur la grève, propos d'étymologie sociale*, v. 1, (Paris, Klincksieck, 1992), p. 135-153, et, en général, sa thèse de doctorat, *Un vocabulaire ouvrier en 1848. Essai de lexicométrie*, (Université de Paris III, 1976). Bien que l'œuvre de Tournier soit légèrement entachée d'une certaine fixation proleptique sur les signes naissants de la montée des syndicats en 1848 et d'un manque d'intérêt conceptuel pour le vaste corpus des textes examinés, elle présente néanmoins l'avantage d'un solide empirisme.

37 Sur ce sujet, vu à travers le conflit Blanc-Proudhon, voir les contributions de Christos Adrianopoulos et Chantal Gaillard dans ce numéro.

tant que son adversaire et contradicteur récurrent³⁸. Dès 1842, des observateurs étrangers attentifs, comme Lorenz von Stein, avaient perçu toute la portée d'un tel bouillonnement d'excitation intellectuelle. Stein pensait que la prolifération des idées socialistes en France avant la Révolution de février, coïncidant avec des aspirations postrévolutionnaires contradictoires pour plus d'indépendance et de dépendance, laissait présager un glissement hégélien déplaçant l'importance antérieurement accordée par ses contemporains à la politique vers la société. Indépendamment de la justesse de ses réflexions téléologiques, on pourrait être d'accord avec son analyse stipulant que, grâce à la relative liberté de la presse et aux élections ouvertes aux hommes de toutes les classes sociales, les idées des militants socialistes ont joué en 1848 un rôle plus important et influent en France qu'ailleurs. Pourtant, la plupart des socialistes français, bien que favorables à l'extension du suffrage, n'avaient pas développé leurs idées depuis 1830 uniquement dans l'espoir de les voir se réaliser par l'intermédiaire de ce nouveau processus électoral. Par conséquent, l'effondrement inattendu de la monarchie ne pouvait qu'être une source de confusion pour eux aussi.

Parce que la présence politique du socialisme en 1848 représentait une rupture singulière avec le maintien du personnel, des partis et des factions de la monarchie de Juillet à l'Assemblée comme au gouvernement sous la seconde République, quelques chercheurs sympathisant avec l'histoire de l'agitation radicale en France et avec ses mascottes traditionnelles, ouvriers et femmes pour l'essentiel, ont choisi de souligner à nouveau le réveil démocratique des groupes sociaux divers, à la fois sous-représentés et en dehors du monde officiel de la vie politique, et rétrospectivement associés selon nos mœurs à la « modernité »³⁹. La focalisation qui en résulte sur les divers enthousiasmes sociaux-démocrates de 1848 a ses mérites, bien qu'elle soit forcément vouée à se circonscrire à l'année 1848 à cause des innombrables déceptions de la gauche en 1849, 1850, et 1851⁴⁰. D'une part, elle a permis aux

38 Sur les rapports entre Proudhon et Girardin, voir l'étude de Chantal Gaillard, « La polémique de Proudhon avec Émile de Girardin », dans *Archives proudhoniennes*, 2006, p. 21-46.

39 Pour quelques exemples récents de cette tendance, voir, pour les ouvriers, Samuel Hayat, *1848 : Quand la République était révolutionnaire*, (Paris, Seuil, 2014), et, en anglais, son chapitre, « Working-Class Socialism in 1848 in France », dans Moggach et Stedman Jones (dir.), *The 1848 Revolutions*, p. 120-139 ; et, pour les ouvriers et les femmes, voir Michèle Riot-Sarcey, *Le procès de la liberté : une histoire souterraine du XIXe siècle en France*, (Paris, La Découverte, 2016).

40 C'est particulièrement évident dans le très joli récit iconographique de Maurizio Gribaudi et Michèle Riot-Sarcey, *1848 : la révolution oubliée* (Paris, La Découverte, 2008), qui offre un examen quotidien des événements clés entre la Révolution de février et les journées de juin pour passer brusquement ensuite à un bref épilogue, intitulé, ironiquement, « L'amnésie de la révolution ». Il en va de même pour Hayat dans son *1848 : Quand la République était révolutionnaire*, qui se termine malheureusement aussi avec les journées de juin, alors qu'un traitement de certaines discussions et débats entre socialistes et républicains sur la « législation directe » et la nécessité de repenser la souveraineté populaire suite à la loi du 31 mai 1850 (qui a restreint radicalement le vote dans les grandes zones urbaines) n'aurait fait que renforcer sa thèse sur les lacunes de la conception constitutionnelle classique de la représentation politique. Voir, sur ce dernier sujet, Anne-Sophie Chambost, « Proudhon et l'opposition socialiste à la loi du 31 mai 1850 : face à la trahison des représentants », *Revue française d'histoire des idées politiques*, 31, 1, 2010, p. 81-107, et son chapitre,

chercheurs de mettre en évidence les effets émancipateurs des discours concurrents de la démocratie participative, de la représentation et de l'« association » sur des groupes auparavant marginaux dont les actions ont contribué à forger, par exemple, le « mouvement ouvrier » d'une façon très différente du simple déterminisme de classe matérialiste du marxisme orthodoxe de jadis⁴¹. Il n'en reste pas moins qu'un tel élan rhétorique, inspiré par la possibilité de changer des conceptions plus restreintes de la représentation politique, n'a pas pu modifier sérieusement à son avantage le cours de l'histoire politique française entre les règnes de Louis-Philippe et de Napoléon III⁴². En se concentrant exclusivement sur les enthousiasmes démocratiques divers mais souvent sincères de 1848, on peut se demander pourquoi alors la Deuxième République, en général, et les idées *démoc-socs* en particulier, ont échoué d'une manière aussi spectaculaire.

Cette question n'a pas été oubliée par les républicains et socialistes français de la Troisième République. Ils se sont rendu compte que l'une des raisons pour lesquelles le radicalisme de gauche a été si facilement écrasé sous la Deuxième République (et si violemment réprimé plus tard sous la Commune de Paris en 1871) était due à son caractère essentiellement urbain et parisien, et que l'innovation conceptuelle et l'existence d'innombrables publications imprimées dans cet âge démocratique ne seraient pas suffisantes en elles-mêmes pour faire triompher leurs croyances. Ils ont reconnu que, si les républicains et les socialistes espéraient voir leurs idées un jour mises en pratique avec succès, ils devraient quitter leurs zones de confort géographiques et sociales, bref qu'il fallait plus de républicains rouges que ceux que l'on trouvait en décembre 1851 dans certains endroits insurrectionnels dispersés du sud de la France⁴³. Ce point était peut-être plus évident pour des histo-

« Socialist Visions of Direct Democracy », dans Moggach et Stedman Jones (dir.), *The 1848 Revolutions*, p. 94-119.

41 C'est particulièrement le cas du travail suggestif du politiste Samuel Hayat, qui revisite de façon novatrice les débats sur la représentation du travail dans la première année de la Deuxième République, tout en restant, à mon avis, trop attaché à la composante de classe dans l'expression des idées socialistes, dans la mesure où cette composante se rapporte à l'histoire plus large du « mouvement ouvrier » français, tel qu'il fut décrit dans les ouvrages historiques vieux de 40 ans comme ceux de William H. Sewell Jr, *Gens de métier et révolutions : Le langage du travail, de l'Ancien régime à 1848*, (Paris, Aubier, 1992 [1980]), ou de Bernard H. Moss, *Aux origines du mouvement ouvrier français : Le socialisme des ouvriers de métier, 1830-1914* (Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 1989 [1976]).

42 Chambost, « Socialist Visions of Direct Democracy », p. 104.

43 L'un des reproches que j'ai faits à un livre que j'ai coédité sur la presse socialiste française au 19^e siècle était qu'il n'y avait aucune mention du journal rural bourguignon de Pierre Joigneaux, *La Feuille du village*, ni des nombreux autres journaux *démoc-soc* en circulation en province, en dehors de Paris, sous la Deuxième République. En effet, le seul journal provincial abordé dans notre livre collectif (si l'on ne tient pas compte des nombreux papiers des canuts lyonnais) était *L'Éclaircur de l'Indre* de George Sand, brièvement mentionné dans un article sur *La Revue Indépendante* de Sand et Pierre Leroux. Voir Thomas Bouchet et al. (dir.), *Quand les Socialistes inventaient l'avenir, 1825-1860*, Paris, La Découverte, 2015, p. 244. La critique était pertinente et reflétait sans aucun doute les préjugés urbains des rédacteurs du livre (dont moi-même). En effet, les études de la révolution de 1848 en province sont mortes depuis longtemps en France. Outre les nombreuses études

riens français comme Maurice Agulhon et Philippe Vigier, qui menaient leurs recherches peu de temps après le régime de Vichy et au moment des manifestations sociales urbaines des années 1960, et qui étaient donc plus sensibles à la question de savoir comment une forme républicaine de gouvernement pourrait émerger dans une nation largement rurale, et comment la solution à ce problème pourrait avoir un rapport avec la « modernisation » de l'hexagone⁴⁴.

On regrette parfois que, dans le sillage de la centralisation culturelle massive que la France a subie depuis 1945, et dans le contexte actuel de cacophonie généralisée provoquée par l'expression de la diversité des opinions depuis la fin du 20^e siècle grâce à l'internet, les intellectuels de gauche d'aujourd'hui, ayant majoritairement une résidence parisienne, et souvent protégés par des sinécures universitaires, n'aient pas appris cette leçon si durement acquise par les quarante-huitards : que tous les Français ne voient pas forcément le monde comme les élites urbaines, dont ils font aussi partie à leur manière. Là encore, il s'agit principalement d'une leçon politique comme les autres découvertes mentionnées ci-dessus, toutes aussi pertinentes aujourd'hui, à savoir que le libéralisme politique n'est peut-être pas toujours compatible avec les aspirations à la démocratie sociale, ou qu'un droit de vote indéfini et sans restriction peut parfois démocratiquement entraîner l'élection de gouvernements de droite hostiles à la démocratie sociale, sinon même à la démocratie tout court. Comme la « démocratie sociale » peut parfois paraître comme un oxymore dans la pratique, en particulier lorsqu'elle s'ajoute aux rouages variables de la « démocratie politique », il ne faudrait pas exagérer l'importance des proclamations publiques faites par divers esprits radicaux au sujet des événements actuels, que ce soit dans leurs journaux ou dans leurs discours. Cette critique s'adresse à ceux qui veulent prétendre que de telles proclamations constituent des actes « démocratiques » aussi importants que ceux qui affectent les personnes qui ont le contrôle du

anglophones (principalement américaines) sur les villes de province et la politique de la Deuxième République qui ont paru pendant les années 1970 et au début des années 1980 (notamment celles de Robert Aminzade, John M. Merriman et Ted W. Margadant), et les travaux sur la politique rurale de l'historien australien de la France, Peter McPhee, la dernière synthèse française publiée sur cette question fut celle de Philippe Vigier, *La Vie quotidienne en province et à Paris pendant les journées de 1848*, Paris, Hachette, 1982. Pour un exemple récent allant à contre-courant de cette tendance générale (mais, fait révélateur, écrit par un octogénaire), voir Pierre Merlin, *La formation d'une opinion démocratique : Le cas du Jura, de la révolution de 1848 aux années de la « République triomphante » (vers 1895)*, (Besançon, Cahiers de la MSHE, 2018). Voir aussi la présentation iconographique stimulante d'Anne Verdure-Mary, « La Révolution de 1848 à Besançon. Entre ralliement et dissidence », dans le catalogue d'une exposition qui a eu lieu dans une bibliothèque municipale provinciale pour une récente commémoration de 1848, Bibliothèques et Archives municipales (dir.), *1848 : « On sera heureux maintenant »*, (Besançon, Ville de Besançon, 2018), p. 43-64.

⁴⁴ Sur les effets de cet intérêt pour la « modernisation » dans la recherche historique de 1848, notamment à la suite des premiers travaux de Charles Tilly sur la protestation sociale dans l'histoire de France, voir l'étude comparative franco-allemande d'Edward Berenson, « Organization and 'Modernization' in the Revolutions of 1848 » parue dans Dieter Howe et al, *Europe in 1848*, p. 560-582.

gouvernement, ou des tentatives pour changer la nature de ce contrôle⁴⁵. Les attachements traditionnels des chercheurs de gauche à l'étude de certaines catégories sociales supposées emblématiques de la marche en avant de la social-démocratie (ouvriers, féministes, intellectuels radicaux ou militants, etc.) sont souvent mobilisés au service de la réhabilitation des figures emblématiques du passé dans des études rétrospectives célébrant comment leurs causes ont préfiguré les valeurs des progressistes les plus éclairés de nos jours, ou les types de problématiques que ces valeurs posent⁴⁶. Sans les discréditer vraiment, le rejet périodique et populaire de ces valeurs progressistes semble suggérer qu'il y a des limites sociales et politiques à la prolifération des discours d'amélioration. L'histoire de la défaite des représentants divers de la démocratie sociale sous la Deuxième République ne fait point exception à ce constat.

Aller au-delà du présent dans le passé ?

La complexité et l'ambiguïté des motivations à l'origine du militantisme des travailleurs manuels, socialistes, communistes et féministes français du début du 19^e siècle - ainsi que la complexité et l'ambiguïté des motivations des intellectuels de gauche à accorder la priorité aux intérêts des ouvriers et des femmes - ont été au cœur des travaux de Jacques Rancière dans *La Nuit des Proletaires* et ses premiers

45 Pour une tentative d'examiner le cas français de 1848 reconnaissant la nécessité d'étudier les contradictions résultant des demandes faites simultanément au gouvernement pour augmenter le niveau de démocratie dans la vie politique et pour augmenter l'intervention de l'État dans la vie sociale pour réduire la pauvreté, et l'ensemble des confusions créées par l'interpénétration des revendications politiques et sociales, voir l'essai suggestif de Giovanna Proccacci, « To Survive the Revolution or to Anticipate It ? Governmental Strategies in the Course of the Crisis of 1848 », dans Dieter Howe et al. (dir.), *Europe in 1848*, p. 507-527.

46 Pour un exemple d'une telle approche, voir, malgré son impeccable érudition, l'étude récente de Thomas Bouchet, *Les Fruits défendus. Socialismes et sensualité du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Stock, 2014, qui explore les raisons pour lesquelles les socialistes francophones, depuis l'époque de Charles Fourier, ont eu des difficultés pour admettre certaines conceptions de la sexualité et de la sensualité courantes au 21^e siècle que Fourier aurait anticipées. Certes, le sujet des attitudes socialistes à l'égard de la sexualité est digne d'intérêt, bien que je ne sois pas sûr qu'on pourrait aussi facilement le séparer du problème de la reproduction, au moins pas avant la généralisation de la contraception féminine dans la deuxième moitié du 20^e siècle. (C'est ce qui explique pourquoi la question malthusienne de la population et sa réfutation préoccupaient autant les divers socialistes masculins au 19^e siècle lorsqu'ils abordaient le sujet de la sexualité.) Les tensions politiques entre la démocratie libérale et le socialisme, soulignées à de nombreuses reprises ci-dessus, ont trouvé, du 19^e siècle jusqu'à nos jours, un écho parallèle dans les tensions entre le désir des réformateurs progressistes d'obtenir un plus grand libéralisme sexuel et leur désir d'améliorer qualitativement la division du travail dans des sociétés où relations hétérosexuelles et familles (sous une forme ou une autre) sont considérées comme essentielles pour la reproduction et l'éducation des enfants. En effet, l'antinomie entre la liberté individuelle, sous des régimes d'égalité juridique, et le penchant des êtres humains à se reproduire dans le cadre des familles monogames et hétérosexuelles a été au cœur de la « question des femmes » du 19^e siècle, la rendant qualitativement différente en nature de la « querelle des femmes » plus ancienne du 15^e siècle, par exemple. Il n'est pas surprenant que la réponse à cette question parût plus pressante que dans les siècles antérieurs à partir du moment où la « question sociale » fut posée avec une certaine acuité.

écrits des années 1970 et du début des années 1980, eux-mêmes, à bien des égards, le produit de son désengagement critique du maoïsme français des années 1960 et des travaux de Louis Althusser, désengagement fait à travers un réexamen de l'histoire socialiste française du 19^e siècle et du début du 20^e siècle⁴⁷. On regrette qu'aujourd'hui de nombreux chercheurs français, souvent ouvertement inspirés par les écrits politiques plus récents de Rancière sur la « méésentente », le « dissensus » et la « haine de la démocratie », aient oublié l'attention nuancée que Rancière portait auparavant aux raisons, opaques ou transparentes, pour lesquelles les individus adoptent leurs prises de position politique⁴⁸. J'ai déjà fait allusion aux complications qui viciaient les propres récits narratifs de Marx sur ce qui s'est passé en France entre 1847 et 1852. Il en va de même pour d'autres récits contemporains de la même époque, quelle que soit la couleur politique affichée par leurs auteurs⁴⁹.

Souligner la dimension hautement subjective de l'engagement de ces observateurs avec leur temps dans la formulation de leur interprétation de cette actualité me semble d'autant plus important car les expressions de la pensée politique et sociale sont rarement rigides, mais presque toujours fluides et dynamiques, réagissant au présent au fur et à mesure que celui-ci change, un peu comme les perspectives changeantes des historiens sur l'interprétation des révolutions de 1848. Pour les historiens intellectuels, cela signifie, à la lumière du « tournant linguistique » pris par les historiens sociaux anglo-américains à la fin des années 1980 et au début des années 1990, et par suite d'une reconnaissance que le langage utilisé pour décrire la politique et la société contient une capacité performative structurant l'expérience, qu'il faut être particulièrement attentif à la façon dont les événements sont décrits, puisque l'éliision, entre description et prescription, est toujours présente dans les paroles. Cela nécessite pour un historien consciencieux une saine dose de scepticisme analytique et de sensibilité herméneutique renforcée. Cela suggère également que plus les idées d'un auteur du passé sont familières, plus l'agnosticisme exégétique est nécessaire. En effet, l'objectif des chercheurs qui travaillent aujourd'hui, et par la suite, sur le 19^e siècle pourrait être de rendre les penseurs « modernes » moins « modernes », précisément pour que la contribution de ces penseurs à notre compréhension de l'évolution de la pensée politique et sociale puisse être mieux mesurée. Par exemple, des études récentes sur Marx ont souligné à quel point Marx était

47 A part *La Nuit des Prolétaires : Archives du rêve ouvrier* (Paris, Fayard, 1981), je pense aux divers articles de Rancière des années 1970 publiés dans *Les Révoltes logiques*, rassemblés et réédités sous le titre *Les Scènes du Peuple 1975-1985*, (Paris, Horlieu, 2003), et *Le Philosophe et ses pauvres*, op. cit.

48 Pour l'évolution plus récente de Rancière depuis les années 1990, voir notamment *La Méésentente*, (Paris, Galilée, 1995) et *La Haine de la démocratie* (Paris, La Fabrique, 2005).

49 Pour un autre exemple concret de ce phénomène, voir Thomas C. Jones, « Les Révélations historiques de Louis Blanc et la mémoire de 1848 en France et en Grande Bretagne », dans Castleton et Touboul (dir.), *Regards sur 1848*, p. 115-149. Pour une étude littéraire magistrale des écrits d'un certain nombre d'écrivains et de publicistes sur leur expérience de la Révolution de 1848 en France en général et des Journées de juin en particulier, voir Dolf Oehler dans sa récente réédition française considérablement agrandie, *Juin 1848, le spleen contre l'oubli. Baudelaire, Flaubert, Heine, Herzog, Marx*, (Paris, La Fabrique, 2017 [1988]).

un produit culturel du 19^e siècle, en particulier de l'Europe d'avant 1848⁵⁰. De telles études suggèrent non seulement que pour comprendre les idées de Marx, il faut commencer par séparer Marx du « marxisme », dans la mesure où ce dernier est considéré comme un corpus doctrinal cohérent bien que largement inventé par Engels et ses successeurs après la mort de Marx⁵¹. Elles suggèrent aussi plus généralement qu'il vaut la peine de tenter de séparer les auteurs « modernes » à la fois des « idéologies » qu'ils sont censés avoir fondées et des histoires de ces mêmes idéologies. Il en va de même des origines intellectuelles de l'« anarchisme », dont les histoires hagiographiques du 20^e siècle ont souvent ressuscité des personnages marginaux du 19^e siècle pour les transformer ensuite en figures canoniques⁵². Et l'on pourrait en dire autant du « libéralisme », avec pour exemple l'étrange transformation transatlantique de Tocqueville depuis la guerre froide en prophète anticipant dans sa perspicacité tous les bons et mauvais aspects du monde moderne⁵³.

50 Notamment, de manières très différentes, dans Jonathan Sperber, *Karl Marx. Homme du XIXe siècle*, (Paris, Piranha, 2017 [2013]) ; et Stedman Jones, *Karl Marx, op. cit.*. Stedman Jones souligne de façon suggestive comment l'étendue de ces influences intellectuelles d'avant 1848 a rendu difficile pour Marx d'évaluer les changements sociaux et politiques durant son exil à Londres. Pour un recensement en français de ces deux biographies, voir Pauline Clochec, « Marx en contexte : retours sur la vie de Marx à l'occasion du bicentenaire de sa naissance », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 58, 1, 2019, p. 171-186

51 Ce point est particulièrement souligné dans la biographie intellectuelle de Stedman Jones.

52 C'est en grande partie la conséquence de l'œuvre de Max Nettlau, responsable des premières histoires faisant autorité de l'anarchisme à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e. Nettlau a intégré de manière sélective des personnages excentriques comme Joseph Déjacque et Ernest Coeurderoy à un canon d'un corpus idéologique qu'il a largement créé tout seul. Les tentatives de reproduire les efforts bibliographiques herculéens de Nettlau ont généralement suivi les grandes lignes de son orientation politique, par exemple en excluant de leurs récits des publicistes antiautoritaires moins évidents comme Girardin, ou en ne s'intéressant point au libéralisme économique de Max Stirner. Bien que ce ne soit pas la faute de Nettlau, ces études ont donc tendance à négliger l'importante bifurcation au 20^e siècle entre ceux qui s'appellent « libertaires » et ceux s'appellent « libertariens », en occultant certaines de leurs affinités généalogiques. Pour ma modeste contribution à la révision des histoires conventionnelles de l'anarchisme au 19^e siècle, voir Castleton, « The origins of 'collectivism' : Pierre-Joseph Proudhon's contested legacy and the debate about property in the International Workingmen's Association and the League of Peace and Freedom », *Global Intellectual History*, 2, 2, juillet 2017, p. 2:2, 169-195. Voir aussi pour une approche révisionniste de l'histoire de l'AIT, René Berthier, *La Fin de la Première Internationale*, (Paris, Éditions du Monde Libertaire, 2015). Enfin, pour une problématisation de l'utilisation de la catégorie « proudhonien », voir la contribution de Frédéric Krier dans ce numéro.

53 Sur l'étrange après-vie de Tocqueville, voir Serge Audier, *Tocqueville retrouvé. Genèse et enjeux du renouveau toquevillien français*, (Paris, Vrin, 2004). Les diverses tentatives visant à transformer Adam Smith et Jean-Baptiste Say en défenseurs d'un libéralisme économique débridé en faveur du libre marché ont été tout aussi discutables. La littérature universitaire révisionniste sur Smith au cours des trente dernières années visant à contrer cette caractérisation est immense. Voir, pour commencer, l'examen par Tribe de la réception de Smith au 19^e siècle, principalement dans le monde germanophone, « *Das Adam Smith Problem and the Origins of Smith Scholarship* », dans son *The Economy of the Word*, p. 139-162. Sur Say, voir Whatmore, *Republicanism and the French Revolution, op. cit.* Voir, dans la même veine révisionniste, la réévaluation par Gregory Claeys de la portée du libéralisme politique de John Stuart Mill dans son ouvrage *Mill and Paternalism*, (Cambridge,

Après avoir abandonné un bon nombre des hypothèses téléologiques qui sous-tendent les grands récits narratifs du 19^e siècle (sur la modernisation et la protestation sociale, la vraie nature de la lutte des classes, une nécessaire alliance entre la démocratie politique et la démocratie sociale, etc.), nous pouvons enfin commencer à examiner les origines des diverses tentatives des contemporains du 19^e siècle d'interpréter leur temps et de donner une cohérence au déferlement des événements révolutionnaires, pour mieux comprendre comment nous en sommes arrivés à penser la politique et la société comme nous l'avons souvent fait dans un contexte social et politique très différent⁵⁴. Si l'on admet d'emblée la fragilité de la véracité des récits des différents contemporains des révolutions européennes de 1848-1849, on comprendra peut-être mieux comment ces mêmes contemporains ont cherché à inscrire et à réinscrire leurs perceptions des événements révolutionnaires dans une vision téléologique plus large de leur monde, et à acquérir ainsi une maîtrise narrative illusoire sur leur présent. De tels efforts sont particulièrement évidents chez les observateurs et acteurs les plus perspicaces de l'époque, des penseurs aussi différents idéologiquement que John Stuart Mill, Alexander Herzen, Proudhon, Marx, Stein, József Eötvös, Tocqueville, ou Donoso Cortés, pour ne citer quelques-uns.⁵⁵

Cambridge University Press, 2013), et les travaux récents de Helen McCabe, dont sa contribution dans ce numéro.

54 Cela signifierait d'abord la nécessité de rompre avec la tendance à chercher d'abord et avant tout de « l'actualité » chez les auteurs du 19^e siècle, peut-être un problème dans des pays comme la France où des revues savantes respectables existent avec des titres comme *Actuel Marx*, et des livres sont vendus avec des titres comme *Proudhon contemporain*. Mais un tel changement d'orientation de recherche me semble d'autant plus nécessaire car l'alternative au nouvel examen des idées reçues sur la naissance des idéologies politiques modernes est de laisser notre compréhension déjà très révisée du 19^e siècle aussi dépourvue d'idéologie que de tout récit historique téléologique sous-jacent. Pour une tentative de synthèse des récits révisionnistes anti-téléologiques actuels de l'histoire de France du 19^e siècle, voir le récent recueil bibliographique et historiographique d'Emmanuel Fureix et François Jarrige, *La modernité désenchantée. Relire l'histoire du XIX^e siècle français*, (Paris, La Découverte, 2015).

55 Il suffit de voir jusqu'à quel point l'interprétation que Marx a faite des événements politiques en France a évolué entre la publication de ses premiers articles sur le sujet dans le *Neue Rheinische Zeitung* et celle du *Dix-Huit Brumaire*. Sur Mill et Donoso Cortés, voir les contributions respectives dans ce numéro de Helen McCabe et Carolina Armenteros. Sur Eötvös, peu connu en France, voir, en français, l'étude de Réka Csepeli Lapp, *Les Affinités du libéralisme français et hongrois au XIX^e siècle*, Saarbrücken, Éditions universitaires européennes, 2011. Sur Herzen, voir, par exemple, Judith E. Zimmermann, *Midpassage: Alexander Herzen and European Revolution, 1847-1852* (Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1989), et, plus récemment, Aileen M. Kelly, *The Discovery of Chance: The Life and Thought of Alexander Herzen*, (Cambridge [Massachusetts], Harvard University Press, 2016). En français, voir le portrait fait par Jonathan Beecher, « Herzen et 1848 », dans *Regards sur 1848, op. cit.*, p. 217-259. Sur Proudhon, à part mes travaux déjà indiqués, l'article suggestif d'Anne-Sophie Chambost, « Entre mémoire altérée et traumatisme du souvenir : le poids de 1848 dans l'œuvre de Proudhon », *Revue des études proudboniennes*, 1, 2015, p. 23-36. Sur Marx et Stein, voir les travaux déjà cités ci-dessus et aussi, pour le contexte allemand en général, notamment au sujet des radicaux et socialistes allemands qui cherchaient à donner un sens à des événements qu'ils n'arrivaient point à maîtriser, voir la contribution de Diana Siclovan, « 1848 and German Socialism » dans Moggach et Stedman Jones (dir.), *The 1848 Revolutions*, p. 254-275. Sur Tocqueville, la littérature secondaire est énorme. En français, elle a, selon moi, trop tendance à minimiser les

Au 20^e siècle, l'historien allemand de l'après-guerre Reinhart Koselleck s'est inspiré de cette vision de l'importance du « futur passé » dans la pensée politique et sociale pour affirmer que la période comprise entre 1750 et 1850 était une période de *Sattelzeit* dans l'histoire européenne, une époque charnière durant laquelle les perspectives de réforme et de révolution dominaient toutes les tentatives de concevoir le présent, et que ces innovations conceptuelles ont marqué l'arrivée de la modernité. Koselleck et beaucoup de ses camarades allemands de *Begriffsgeschichte* (dont certains avaient un passé national-socialiste d'avant-guerre ou une expérience personnelle de combat pendant la Seconde Guerre mondiale), cherchaient à fusionner l'histoire des idées avec l'histoire sociale et politique pour mieux comprendre les perdants de l'histoire. Cependant, ils avaient des raisons politiques très différentes de celles, essentiellement universitaires, qui ont motivé le « tournant linguistique » anglo-américain⁵⁶. Pourtant, leur méthode aurait tout aussi bien pu s'appliquer à la période 1848-1948, qui a tant troublé la personne qui était, à bien des égards, leur mentor intellectuel, Carl Schmitt. Après tout, cette période chronologique plus tardive, (une autre *Sattelzeit* ?), a été caractérisée par des problèmes schmittiens tels les confusions politiques créées par l'extension du suffrage ; la menace de la guerre civile créée par le socialisme et le communisme ; l'hostilité à la démocratie parlementaire ; l'impératif de déclarer des états d'urgence ; la mise en question de la légitimité politique de l'État une fois celui-ci émancipé des monarchies héréditaires ; le recours à la dictature ; l'instabilité internationale, etc.⁵⁷.

contradictions, incohérences et hypocrisies viciant le rapport entre ce que Tocqueville a écrit et ses actions en tant que figure politique sous la Deuxième République (probablement parce que souvent les chercheurs francophones travaillant sur Tocqueville sont trop investis idéologiquement dans l'intérêt et la portée qu'ils accordent à la pensée politique de leur sujet). Pour des tentatives d'examiner le rapport entre la pratique et la théorie politiques chez Tocqueville, par exemple, Sharon B. Watkins, *Alexis de Tocqueville and the Second Republic, 1848-1852 : A Study in Political Practice and Principles*, (Lanham, [Maryland], University Press of America, 2003), ou en français, Arnaud Coutant, *Tocqueville et la constitution démocratique : Souveraineté du peuple et libertés*, (Paris, Éditions Mare et Martin, 2008). Pour une étude comparative des écrits de Marx, Stein et Tocqueville sur le sens des événements de 1848, voir celle, assez ancienne en attendant du neuf, de Heinz Steinert, *Die Revolution und Ihre Theorien. Frankreich 1848 : Marx, v. Stein, Tocqueville im Aktuellen Vergleich*, (Opladen, Westdeutscher Verlag, 1975).

56 Sur le projet et l'école de *Begriffsgeschichte* associés aux travaux de Koselleck et sa mise en comparaison avec d'autres tentatives d'examiner l'histoire de la pensée politique (comme celles faites par la soi-disant « École de Cambridge »), voir Melvin Richter, *The History of Political and Social Concepts*, (Oxford, Oxford University Press, 1995). Pour la façon dont Koselleck a spécifiquement tenté d'appliquer son approche à l'étude de la modernisation prussienne, voir le récent essai de Keith Tribe, « Revision, Reorganization, and Reform : Prussia, 1790-1820 », dans Béla Kapossy et al (éd.), *Markets, Morals, Politics*, p. 136-160.

57 Sur la question de ces thèmes dans l'appropriation sélective faite par Schmitt de l'œuvre et des idées de Donoso Cortés, voir la contribution de Carolina Armenteros dans ce numéro. Indépendamment de Schmitt et de son héritage germanophone, on retrouve ces thèmes dans deux œuvres d'Arno Mayer, *Dynamics of Counterrevolution in Europe, 1870-1956 : An Analytic Framework*, (New York, NY, Harper & Row, 1971), et son célèbre *La Persistance de l'Ancien Régime : L'Europe de 1848 à la Grande Guerre*, (Paris, Flammarion, 1983 [1981]), qui pourraient certainement être revisités à la lumière d'une étude attentive des différentes formes de réaction européenne que les

A notre époque si « téléophobe » depuis l'après-Auschwitz et l'après-Hiroshima, ère que l'on aime parfois appeler aujourd'hui « l'Anthropocène », il est difficile de ne pas être pessimiste sur l'avenir, surtout si l'on se considère comme faisant partie des plus éclairés. Indépendamment du contenu imaginaire de notre « horizon d'attente » koselleckien, cet horizon est certainement différent des visions plurielles qui ont inspiré les Révolutions européennes de 1848. Mais dans une ère révolutionnaire plus optimiste, paraissant pleine de possibilités comme celle qui fut brièvement celle du milieu du 19^e siècle, la façon dont les contemporains cherchaient anxieusement à identifier un telos guidant, pour le meilleur ou pour le pire, les événements actuels vers leur avenir immanent, était indéniablement aussi essentielle pour leur compréhension du présent que pour leur compréhension du passé qui les y guidait. C'est une des raisons pour lesquelles les interprètes actuels de 1848 doivent se demander, indépendamment de leurs propres préjugés, ce que les auteurs des textes particuliers qu'ils étudient cherchaient vraiment à expliquer à leurs lecteurs et pourquoi. À cette fin, ils devraient essayer de comprendre les tentatives immédiates des contemporains de donner un semblant de sens à ce qui s'est passé si rapidement et de façon si imprévisible dans l'Europe du milieu du 19^e siècle.

Tout travail sur 1848, en France ou ailleurs, restera en grande partie autant prisonnier du contenu futuriste des tentatives « modernes » de rendre pertinentes les visions et les révisions de la révolution, que des écrits des contemporains qui ont cherché à comprendre ce qui s'est passé exactement pendant cette année fatidique, et pendant les années qui ont suivi⁵⁸. Au moins, nous pouvons essayer d'être conscients de cette vérité versatile et lunatique, d'autant plus que l'avenir semble beau-

révolutions de 1848 ont inspirées sur le continent, et de leurs différences discursives par rapport aux arguments contre-révolutionnaires de la fin du 18^e siècle. Un point de départ pour une telle approche pourrait être l'essai de Roger Price, « 'The Holy Struggle Against Anarchy': Le développement de la contre-révolution en 1848 », dans Dieter Howe et al. (dir.), *Europe in 1848*, p. 25-54. En effet, il se peut que le concept de « guerre de classe » et son langage aient gagné beaucoup plus de force grâce aux efforts des ennemis du socialisme que de ses prosélytes. Voir, sur ce sujet et celui de l'émergence d'une rhétorique de « guerre civile » en France en 1848, Jean-Claude Caron, *Frères de sang : la guerre civile en France au XIX^e siècle* (Seyssel, Champ Vallon, 2009) ; Emmanuel Fureix, « Mots de guerre civile. Juin 1848 à l'épreuve de la représentation », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 15, 2, 1997, p. 21-30 ; et la première partie de Dolf Oehler, *Juin 1848, le spleen contre l'oubli*. Sur l'intérêt de Schmitt pour la crise des conceptions traditionnelles de la légitimité et de l'autorité politiques et son rapport avec les idées de Donoso Cortès, Stein et Tocqueville, voir ses essais sur Donoso Cortès, *Donoso Cortès dans gesamteuropäischer Interpretation. Vier Aufsätze*, (Cologne, Greven Verlag, 1950) ; « Die Stellung Lorenz von Steins in der Geschichte des 19. Jahrhunderts », *Schmollers Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft im Deutschen Reich*, 64, 6, 1940, p. 641-646, et « *Historiographia in nuce : Alexis de Tocqueville* », (1940), réédité dans son *Ex Captivitate Salus. Expériences des années 1945-1947*, Paris, Vrin, 2003 [1950]).

58 Pour un aperçu des innovations discursives faites par des contemporains au 19^e siècle pour donner un sens aux événements de 1848, voir Hélène Desbrousses et Bernard Peloille, « Révolution de 1848 : un décryptage du palimpseste », *Mots*, 69, juin 2002, p. 23-44. Pour un examen de la façon dont les conceptions de l'avenir ont influencé les conceptions du passé chez les socialistes français sous la Troisième République, voir Julian Wright, *Socialism and the Experience of Time : Idealism and the Present in Modern France*, (Oxford, Oxford University Press, 2017).

coup moins suggestif de possibilités émancipatrices que le passé. Il se peut même qu'en nous efforçant de mieux reculer de deux siècles, nous puissions faire progresser notre époque, afin de sortir de l'éternel retour des cycles politiques d'espoir et de déception dont les événements révolutionnaires et contre-révolutionnaires de 1848 peuvent souvent sembler si emblématiques.

Ce numéro.

Pour ce numéro, on a choisi de classer les contributions autour de certains thèmes déjà évoqués ici. En supplément, on a une contribution aux « Varia » qui met en lumière comment le « proudhonisme » des uns dépendait parfois du « marxisme » des autres. Si l'on ne souhaite certainement pas être condamné par Proudhon d'outre-tombe d'avoir agi en préparant ce numéro comme des simples « savants » (avec, comme on l'a vu, tout ce que cette épithète impliquait pour lui), on pourrait quand même adopter sa devise, *Destruam et Ædificabo*, pour l'étude des événements de 1848, pourvu d'abord que l'on cherche avant tout à comprendre le sujet de nos efforts intellectuels.